

**Il y a 40 ans, à Yalta :  
l'impérialisme et l'URSS se distribuaient  
les peuples à gendарmer.**

P. 8

**lutte  
ouvrière**

**La lutte  
contre  
le terrorisme :  
un bon  
prétexte  
pour  
renforcer  
les polices**

P. 7

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 871 - 9 février 1985 - prix : 6 F

**Fini le Parti Communiste ?  
Pas tant  
qu'il conservera  
sa base ouvrière.**

**ETATS-UNIS :  
un budget de guerre...contre les pauvres**

P. 10



# sommaire

## Dans le monde

Page 4 :

- Pour le chômage, c'est la reprise.
- Démocratie à la brésilienne.

Page 8 :

- Il y a 40 ans, à Yalta : l'impérialisme et l'URSS se distribuaient les peuples à gendarmes au sortir de la guerre.

Page 9 :

- Pologne : le représentant de Solidarité indésirable.
- Yougoslavie : des intellectuels contestataires condamnés.

Page 10 :

- Corée : élections sur fond de crise.
- Etats-Unis : un budget de guerre... contre les pauvres.

## En France

Page 6 :

- Giscard-Chirac-Gattaz : feu sur le SMIC, et vive les licenciements !
- La droite demande des têtes pour avoir des voix.

Page 7 :

- Au nom des travailleurs.
- La lutte contre le terrorisme : un bon prétexte pour renforcer les polices.

Page 12 :

- Renault ; Pitié-Salpêtrière Paris ; Hôtel-Dieu Lyon.

Page 13 :

- SAFT Bordeaux : contre le licenciement d'un ouvrier, l'action continue.

Pages 14 et 15 :

- RATP autobus Paris ; tri PTT PLM Paris ; SNCF Quatre-Mares ; Chausson Creil ; SEV Issy-les-Moulineaux ; hôpital Saint-Antoine Paris ; hôpital Beaujon Clichy.

Page 20 :

- Salaires dans la fonction publique : toujours la rigueur.
- Maire à l'assaut... des cafés-restaurants et des bureaux d'études.

## Culture

Pages 16 et 17 :

- Théâtre : *Un drôle de cadeau*.
- Film : *El Norte*.

Pages 18 et 19 :

- Films : *Urgence* ; *La compagnie des loups* ; *Les nanas*.
- Livres : *Matricule huit* de J. Gaulmier ; *Les oliviers de Macédoine* de C. Lépidis ; *La politique africaine de François Mitterrand* de J.-F. Bayart ; *Le vin pur* de L. Massé.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Le pape au Pérou :

# La carotte de la religion, au service du bâton des possédants

Le pape vient de passer cinq jours au Pérou, l'étape la plus longue de son sixième périple en Amérique du Sud, se rendant tour à tour à Lima où la moitié des habitants vivent dans des bidonvilles, à Arequipa dans le sud où une grève générale s'est déclarée pour protester contre les hausses de prix, à Ayacucho où, au nom de la lutte contre la guérilla du Sentier Lumineux, l'armée torture et assassine.

Les autorités avaient partout balayé sous ses pieds : 9 000 arrestations préventives avaient eu lieu dans le bidonville de la banlieue de Lima que le pape a visitée. 500 prostituées et une centaine d'enfants avaient ainsi été écartés de sa vue. A Ayacucho, l'enceinte de l'aéroport, que le pape n'a pas quittée, était cernée par des parachutistes armés jusqu'aux dents ; les assistants avaient été fouillés ; le port du poncho et du chapeau, qui pouvaient servir à cacher des armes, y avait été interdit. Mais toutes les précautions n'ont pu empêcher qu'un attentat prive la capitale d'électricité, au moment même où le pape allait s'adresser à la foule.

Et ce n'est pas sur le pape qu'il fallait compter pour apporter la lumière. Le pape a tenu aux pauvres le discours que les possédants attendaient de lui : « Ne permettez aucune implication de votre vie religieuse dans des projets socio-politiques », a-t-il déclaré à Lima. Et il expliqua aux paysans de la région d'Ayacucho tentés par la révolte armée : « Si votre objectif est celui d'un Pérou plus juste et plus fraternel, cherchez les voies du dialogue et non de la violence ». A 200 mètres de l'estrade où il parlait, on apercevait une caserne où, d'après Amnesty International, l'armée pratique le « dialogue » en torturant et faisant disparaître les prisonniers.

Comme au Venezuela et en Equateur précédemment, le pape a voulu utiliser l'influence de la religion catholique dans ce pays pour convaincre les pauvres de ne pas se révolter.

Et pour que l'Eglise assure en permanence et comme un seul homme cette fonction où le goupillon est l'auxiliaire du sabre des dictateurs en place au service de l'impérialisme, le pape a rappelé à l'ordre les religieux adeptes de la « théologie de la libération », qui se permettent d'affirmer qu'« il faut un minimum de confort matériel pour avoir une vie spirituelle ». Accusés d'indiscipline, coupables de mettre un peu trop l'accent sur la lutte contre la pauvreté et pas assez sur la soumission, le pape leur a rappelé qu'ils doivent « suivre les orientations justes données par leurs évêques », qui eux-mêmes suivent « le pasteur universel, évêque de Rome et successeur de Pierre » (c'est-à-dire lui !).



A Callao, l'une des étapes du voyage de Jean-Paul II au Pérou. (AFP).

Si le pape est resté 5 jours, plus qu'ailleurs, au Pérou, c'est qu'il s'y trouve plus de prêtres indisciplinés qu'ailleurs et que surtout la situation sociale y est particulièrement explosive.

Les riches craignent la colère des pauvres : celle des trois millions d'habitants des bidonvilles de Lima, des 50 % de la population vivant en chômage partiel ou total, de la population victime des 100 % de hausse des prix de l'an dernier et auxquels le gouvernement fait durement payer le

remboursement des 13 milliards de la dette extérieure du pays. Et l'armée a beau quadriller des régions entières, elle a beau ratisser les paysans par milliers, massacrer, torturer, elle ne parvient pas à venir à bout de la guérilla.

Alors le pape est venu apporter son aide en rappelant aux pauvres ce qui, après tout, est la vérité : la religion prêche, non pas la « libération », mais la soumission.

Michel BROUSSE

## L'organisation marocaine Ilal Amam nous communique

Une année vient de s'écouler, nous rappelant les douloureux événements dont a été victime le peuple marocain lors des émeutes de la faim de janvier 1984. Plus de 500 morts et des centaines de prisonniers, otages du pouvoir comprador qui a voulu, par cette répression féroce, dissimuler ses multiples échecs au plan intérieur et extérieur. (...)

Rien n'a été épargné pour tenter de soumettre encore plus notre peuple : augmentation des prix des produits élémentaires de consommation, inaccessibilité aux logements salubres, musclage de l'université et de l'école, arrestations, tortures et mise à mort de militants progressistes. (...)

C'est ainsi que les ratissages simultanés de quartiers populaires hebdomadairement (tous les vendredis) sont devenus pratique habituelle, où tous les services de la « Sécurité intérieure » se donnent la main. Pour la période actuelle, les villes les plus visées sont Casablanca, Khouribga, Marrakech, Tetouan...

La méthode employée est le bouclage d'un quartier, le contrôle d'identité, la fouille de tous ceux qui respirent la démocratie et l'effraction de certaines demeures. (...)

Ce n'est certainement pas en assassinant des démocrates comme Douraidi, Bel Houari ou El Meskini, ni en torturant jusqu'à la limite de la mort un prisonnier politique de Kénitra, Mohammed El Ghrissi, actuellement mis au cachot sans aucun vêtement, sans couverture et sans assistance médicale, ni en complotant contre les grévistes de la faim de la plupart des prisons du Maroc, que le pouvoir intimidera ceux dont la ferveur pour la lutte démocratique et pour la liberté est une constante. (...)

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F  
LUTTE DE CLASSE  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



# Finis, le Parti Communiste ?

## Pas tant qu'il conserve sa base ouvrière

Les dirigeants du Parti Communiste, s'ils se plaignent parfois d'être dédaignés par les médias, sont certainement comblés cette semaine : 450 journalistes, paraît-il, pour rendre compte des débats — pourtant limités — de 1 700 congressistes, soit un journaliste pour quatre !

Voilà qui ne laissera pas échapper à la presse, écrite, parlée, audiovisuelle ou sussurée, le moindre ricanement, le moindre tressaillement, le moindre clignement d'œil des congressistes communistes. S'il y a la moindre opposition, on la verra, que diable !

Qu'est-ce qui agite tant la plume de la gens plumitive ? L'intérêt d'un discours fleuve de cinq heures de Georges Marchais ? La richesse d'un débat probablement réglé d'avance ? Un esclandre ? Apparemment, personne ne s'attend à rien de tel.

Non, ce qui attire toute la presse, c'est ce qu'elle croit être l'odeur de la mort. Ce qu'elle croit être les derniers soubresauts du Parti Communiste, en fait le plus ancien parti français et le seul à compter dans ses rangs des milliers de travailleurs, à organiser cette classe ouvrière que tout le monde, et en particulier les mêmes journalistes, déclarent disparue.

Le Parti Communiste Français est passé de 28 % des voix en 1946 à 11 % en 1984 ; et tous ces journalistes de discuter en long et en large de ce qu'ils pensent être la disparition prochaine du PC. Ce PC qui pourtant depuis bien longtemps n'est plus rouge et même pas rose mais tricolore, ce PC qui est sage, et sait même se faire discret en maintes circonstances, qui est conservateur, qui est électoraliste, qui veut, bien sûr, parfois, changer le gouvernement ou la constitution, mais qui n'a plus rien à voir avec les objectifs révolutionnaires de ses années de jeunesse, comme il les gêne, cependant, ce PC ! Parce qu'il est le seul parti à avoir encore vraiment une base ouvrière. Les autres, ce sont des partis de notables : médecins, notaires, hommes d'affaires, pour ceux de droite ; médecins, hommes d'affaires et enseignants, pour le Parti Socialiste. Mais tous notables, bien élevés, instruits, raisonnables, prévisibles.

Le PC n'est rien de tout cela. Il a aussi ses notables, parfois à sa tête. Mais il sait aussi les débarquer au premier virage, comme Juquin aujourd'hui. Il est imprévisible, le Parti, même pour les siens.

Alors, aujourd'hui qu'il n'a plus que 10 % d'électeurs, tout le monde le voit mort. Parce que, n'est-ce pas, pour ces gens-là, seul compte le nombre d'électeurs.

Pourtant, même avec 10 % d'électeurs, grâce à sa base ouvrière, le Parti Communiste peut être l'un des plus puissants partis du pays, en tout cas celui qui peut changer le plus de choses dans le pays, plus que le Parti Socialiste qui tient les rênes d'un pouvoir dont il ne dirige pas les chevaux.

Alors, finis le PC ? Peut-être. Et quand on voit le plaisir que cela ferait à tous les vautours qui se hâtent, on se prend à espérer que non. Mais, de toute façon, ce n'est pas sûr qu'il soit fini, et il en a connu d'autres.

Ce que nous souhaitons, nous, c'est qu'au travers de la crise actuelle, les dizaines de milliers de travailleurs communistes restent communistes, restent même au Parti Communiste.

Mais qu'ils se posent tous, vraiment, la question de sa politique passée, présente et surtout à venir. Qu'ils comprennent que, oui, la politique électoraliste de leur parti est un piège, pour eux-mêmes et pour tous les travailleurs. Qu'ils comprennent qu'à l'époque de la crise du capitalisme, on ne peut pas être communiste sans être pour la révolution.

Il n'y a pas d'autre choix. Il faut construire une véritable société socialiste. Mais pas « à la française ». On ne pourra la construire qu'à l'échelle de l'Europe, au moins. Le nationalisme, c'est le contraire du communisme.

Il faut surtout que les travailleurs communistes comprennent que les Marchais, les Fiterman, les Juquin sont tout le contraire de révolutionnaires, sont tout le contraire de communistes, et que ce que le Parti Communiste conserve encore vraiment de communiste, c'est sa base, pas sa direction.

Arlette LAGUILLER

**MITTERRAND EN CAMPAGNE :**

**A la recherche d'une nouvelle majorité**

Mitterrand vient donc de commencer sa campagne de voyages et de meetings dans les provinces françaises. C'est évidemment moins agréable que de se faire recevoir par des chefs d'Etats étrangers mais les élections législatives approchent. Et ce sont bien sûr sur elles que tout le personnel politique a les yeux fixés, par delà les prochaines cantonales.

Le but poursuivi par Mitterrand n'est nullement de donner au Parti Socialiste une chance si faible soit-elle de remonter le courant d'ici les élections qui auront lieu dans un peu plus d'un an. Son objectif c'est d'être en mesure de continuer à pouvoir servir à l'Elysée les intérêts de la bourgeoisie française. Et pour cela, il est même prêt à changer de majorité.

Et plutôt que de venir au secours des députés socialistes qui tenteront de conserver leur siège, le président de la République préfère au contraire rechercher

toutes les occasions d'apparaître le plus indépendamment possible de son actuelle majorité parlementaire.

Le grand meeting de Rennes de Mitterrand n'a laissé aucun doute à ce sujet. Ce fut un meeting non pas socialiste mais républicain, relève avec une surprise feinte l'envoyé du journal *Le Monde*. Les 10 000 participants drainés par cars et par trains de toutes les villes de Bretagne étaient, pour la quasi-totalité, des électeurs et des militants socialistes. Mais ils n'étaient là que pour remplir la salle et donner de la voix ou des applaudissements. Pour le décor, au même titre que les tentures irisées de bleu blanc rouge qui servaient de fond de scène à Mitterrand.

Celui-ci ne s'est adressé à eux que pour affirmer qu'il ne changerait pas de politique même si cela doit se traduire par une débâcle pour le PS. « Il faut résister aux appels de l'abandon et

de la démagogie, (...) affronter s'il le faut l'impopularité, refuser de céder à toutes les tentations qui viennent du dedans de soi-même ». Mitterrand a tenu à lancer un appel à la droite : « Je pense aussi à ceux qui sont contre et qui ne veulent pas entendre parler d'autre chose que d'être contre, qui ne veulent même pas comprendre mes arguments. Ils sont aussi les bienvenus (...). Tous ensemble, majorité et opposition, ils sont la France. Je les ai en charge (...). J'ai pour devoir de servir ce qu'ils ont en commun. »

Mitterrand, après s'être servi du Parti Socialiste comme d'un marchepied pour parvenir à l'Elysée, a certes encore un peu besoin de lui. Mais pour de menues besognes. Par exemple claquer des mains sur son passage pour tenter de faire oublier les quolibets des travailleurs venus le siffler, comme on a pu les voir à Beauvais.

Pierre VERNANT



## La répression coloniale à l'œuvre

A Pointe-à-Pitre, le verdict est tombé dans le procès des anti-colonialistes militants du MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe Indépendante) accusés d'être, sous couvert de l'ARC, les auteurs de l'attentat contre Radio Caraïbes Internationale en novembre 1983.

Luc Reynette, Humbert Marboeuf, Henri Peratou et Louis Sydnét (ce dernier toujours en fuite) ont été condamnés à sept ans de prison. Maryline Peter, Jacques Grizelin et Joël Nanquin ont été condamnés à cinq ans de prison.

Dans le procès concernant trois anti-colonialistes inculpés de

transport d'explosifs, Olimé, membre de la Jeunesse Communiste, a été condamné à 3 ans de prison dont 6 mois avec sursis, Eugénie à 18 mois de prison dont 6 mois avec sursis, et Max Céleste, dirigeant de Combat Ouvrier, à 4 ans de prison, par défaut.

Ainsi le gouvernement français, par l'intermédiaire du tribunal, s'est engagé dans la voie de l'affrontement et de l'épreuve de force. Et quelle que soit l'opinion qu'on porte sur la politique des nationalistes d'une part, et de ceux qui utilisent le terrorisme d'autre part, on ne peut que remarquer que ce tri-

bunal de Blancs, avec un président blanc, un procureur blanc, a condamné des Noirs dans leur propre pays, au nom des lois d'un Etat qui se trouve à 7 000 km de distance.

Mais ce tribunal n'est que le représentant d'un système déjà condamné par l'histoire. Ce ne sont pas les condamnations qui vont arrêter les peuples antillais sur la voie de leur émancipation. Et tout au plus la lourdeur des peines ne fera que souder un peu plus l'ensemble du peuple antillais, et en particulier guadeloupéen, contre l'oppression coloniale française.

## Pour le chômage, c'est la reprise

Avec 3,3 millions de chômeurs officiellement recensés, la Grande-Bretagne détient sans doute un record en matière de chômage en Europe de l'Ouest.

En Allemagne fédérale, pays qui a pourtant la réputation d'être l'un des plus industrialisés, des plus riches et l'un des plus « solides » d'Europe occidentale, sur cent travailleurs, près de onze se trouvent actuellement sans emploi. En un mois, le chômage y a connu une brusque augmentation (+ 13 %) et, avec plus de 2,6 millions de chômeurs, ce pays vient d'atteindre en janvier le niveau de chômage le plus élevé qu'ait connu l'Allemagne depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

Même aux Etats-Unis, le nombre des sans-emploi a repris sa progression : près de 8,5 millions de personnes s'y trouvent sans travail, le nombre des chômeurs ayant augmenté de près de 300 000 rien qu'entre décembre et janvier. Et dire qu'il y a peu encore on nous annonçait une « reprise » venue d'Outre-Atlantique, une « reprise » acquise au prix de l'austérité pour les plus pauvres, mais que l'on nous présentait comme le seul remède contre cette maladie mondiale qu'est le chômage... En fait de reprise, aux Etats-Unis, on assiste sans doute à celle des profits, mais aussi maintenant à celle du nombre des chômeurs !

Alors bien sûr, si aujourd'hui on invoque un peu moins l'exemple américain et les prétendues vertus de l'austérité musclée façon Reagan, nombre de gouvernants et possédants

voudraient que les travailleurs d'ici se mettent à croire (en échange de quelques sacrifices, bien sûr !) au « miracle japonais ».

Or au Japon, pays qui avait la réputation de ne pas connaître le chômage, réputation due notamment au fait que les statistiques japonaises passent systématiquement sous silence un certain nombre de chômeurs, tandis qu'une exploitation ouvrière des plus dures qui soient parmi les pays industrialisés permettait au patronat de pouvoir se vanter d'assurer un certain niveau d'emploi, même là, on doit reconnaître désormais au grand jour qu'il existe au moins 1,6 million de sans-travail (2,7 % de la population active). Le nombre de chômeurs vient d'augmenter de 3,2 % en un an, et ceci pour la quatrième année consécutive, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis qu'existent des statistiques (même minorées) sur l'emploi dans ce pays !

Eh oui, quels que soient les pays (et encore n'avons-nous cité que les plus riches, la situation étant dramatique dans la plupart des autres, quelles que soient la couleur politique des gouvernements et la nature des « remèdes » ou « solutions » qu'ils prétendent avoir trouvés pour lutter contre le chômage, les résultats sont sans appel. La crise ne cesse de s'aggraver et, malgré la « rigueur » ou « l'austérité » et leurs différentes variétés nationales qu'ont dû supporter depuis des années les travailleurs du monde entier, les seuls qui continuent à faire les frais de la crise, notamment par le

biais d'une augmentation du chômage, ce sont encore les travailleurs. Et ceci alors que, dans les diverses Bourses mondiales, on ne cesse d'enregistrer des records de profits !

P.L.



— Queue à l'ANPE. (AFP).

### Prochain Cercle

### Léon Trotsky :

**Vendredi 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30**  
à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor,  
Paris 5<sup>e</sup>.

### Maghreb :

**Les classes populaires,  
la bourgeoisie nationale  
et l'impérialisme.**

## Démocratie à la brésilienne :

## Les bonnes recettes de Badinter

Au Brésil, le régime de dictature militaire qui règne depuis vingt ans est en train de laisser le devant de la scène à un régime civil, dont les classes possédantes espèrent qu'il sera mieux à même de tromper les masses, de leur faire accepter sans trop rechigner des sacrifices supplémentaires.

Et notre ministre de la Justice, sans doute expert en la matière, s'est précipité au Brésil pour prodiguer ses conseils aux tenants du nouveau régime. C'est ainsi qu'il est allé honorer de sa présence un colloque de secrétaires à la Justice des différents Etats qui composent le pays. Et il leur a donné quelques leçons en matière de vernis démocratique.

Il a affirmé qu'en démocratie, les droits de l'homme devaient passer avant l'immunité de l'Etat et que c'était pour cela d'ailleurs qu'en France, pour protéger les citoyens contre l'empiètement éventuel des fichiers et le zèle hors de propos de certains services, il existait une commission Informatique et Libertés présidée, non par un membre de l'appareil d'Etat, mais par un journaliste.

Etonnement chez ces membres de l'appareil d'Etat brésilien qui, en vingt ans de dictature, n'ont pas encore appris à utiliser tous les paravents derrière lesquels les policiers, magistrats et autres serviteurs secrets des vieilles démocraties travaillent en toute tranquillité.

Car, commission ou pas, en France comme ailleurs, les services de renseignements et de police en tout genre font leur petit travail : les préposés aux fichiers fichent, les « plombiers » posent des micros, et les préposés aux écoutes... écoutent sur les lignes téléphoniques. Tout ce petit monde mène sa barque avec l'assentiment du pouvoir... et quelquefois même en s'en passant, comme l'a révélé encore récemment la malencontreuse arrestation des « terroristes » irlandais... Mais de toute façon, tout se passe toujours en dehors du contrôle réel de la population, de ces « citoyens » dont Badinter dit vouloir protéger les droits.

Les gouvernements passent, mais les appareils d'Etat restent. Et c'est faire preuve d'une belle hypocrisie que d'aller expliquer aux serviteurs d'un appareil d'Etat qui s'est livré pendant vingt ans, sous la houlette des généraux, à la répression brutale, qui pourchassait les opposants et tirait sur les grévistes, comment s'y prendre aujourd'hui pour avoir l'air de faire peau neuve et se donner une allure démocratique.

Sylvie MARÉCHAL

### La guerre des étoiles Mitterrand rassuré

Le ministre des Relations extérieures Roland Dumas revient rassuré d'un petit voyage aux Etats-Unis, au cours duquel il a rencontré Reagan et deux de ses conseillers en matière de « sécurité » ainsi que le vice-président Bush.

C'est que la France, et Mitterrand l'avait laissé entendre dans son discours de Rennes, n'était pas qu'éblouie par la future stratégie dite de la « guerre des étoiles », mais inquiète que cette dernière ne porte un coup de couteau dans le dos de « notre » force de frappe. Car si on pouvait bientôt atteindre toute fusée à partir de satellites artificiels et la détruire au laser, alors la France ne pourrait plus guère laisser d'illusions sur l'indépendance de sa capacité militaire atomique. Et c'en serait fini des fusées « Pluton » ou autres, transformées en... pétards mouillés.

Mais non, mais non, la situation n'est pas si noire que ça. Car grâce à quelques bonnes paroles, à quelques projections de diapositives à Washington, Roland Dumas a pu constater que ça n'était pas pour tout de suite, tout de suite...

Ouf ! L'industrie française aurait même, paraît-il, encore le temps de faire semblant de se mettre sur les rangs !



## Cinq heures pour tirer gloire de trente ans d'erreurs



La salle du congrès du Parti Communiste. « L'espoir et le combat », lit-on sur la banderole derrière la tribune. Mais ce ne sont pas les explications de Marchais qui permettront aux militants communistes que leurs espoirs et leurs combats ne soient pas à nouveau galvaudés. (AFP).

« Il peut paraître paradoxal pour un parti qui, en trois ans, a subi deux échecs électoraux, de tirer de cette expérience la conclusion que sa stratégie est la bonne et qu'il lui faut l'approfondir. Encore faut-il comprendre pourquoi nous avons connu ces résultats et en quoi, précisément, consiste cette ligne stratégique. » C'est en ces termes que Georges Marchais a introduit son long rapport de cinq heures devant le congrès du Parti.

L'explication de Georges Marchais se résume au fait que la stratégie juste a été découverte par le Parti... un peu tard et n'a pas été mise en œuvre à fond. Et de fait, toute la première partie de son rapport consiste à décrire le caractère erroné de la politique que le PC a menée pendant... 30 ans ! Et Georges Marchais n'a pas mâché ses mots :

« Le problème qui s'est trouvé posé dès le milieu des années cinquante, c'est celui de la nécessité d'une mutation de la société. La grande bourgeoisie s'y est adaptée rapidement. Pas nous. » Le PC n'était pas prêt à proposer « pour la France un socialisme original et la voie qui y correspond. »

Parce qu'à l'époque, sa réflexion « restait marquée en profondeur par le modèle de société qui s'édifiait en Union Soviétique ». En 1956, le PC ne réagit pas correctement au rapport Khrouchtchev, et Marchais reconnaît que le PCF a mis vingt ans à se décider à renier le stalinisme et à... abandonner la dictature du prolétariat.

« Rappeler ces conceptions qui ont été les nôtres et leur persistance des années, voire deux décennies durant, c'est montrer combien, comme le souligne le projet de résolution avec raison, « nous avons pris du retard à dégager notre réflexion sur le socialisme pour la France d'un « modèle » extérieur et à définir une perspective adaptée aux conditions de notre pays et de notre temps. »

En 1958, le PCF analyse mal l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, le raz de marée électoral en sa faveur et son propre recul électoral : « Nous interprétions les événements qui se déroulaient non pour ce qu'ils étaient — la réponse de la grande bourgeoisie à des questions radicalement nouvelles — mais comme un fantastique et dangereux retour en arrière. Rappelons-le, nous avons même parlé dans les premiers temps de menace fasciste ».

Du coup c'est dans l'expérience du front populaire que « nous avons tout naturellement cherché la réponse posée à l'instauration de la V<sup>e</sup> République. Voilà pourquoi dès 1958 et surtout à partir de 1962 nous avons fait de l'union des partis de gauche autour d'un programme commun de gouvernement l'axe central de notre politique ».

Et là encore Marchais reconnaît que pendant vingt ans le Parti persévère dans une politique néfaste.

« Pendant près de vingt ans, nous avons polarisé les luttes et les espoirs populaires autour d'un objectif de changement limité et de l'alliance électorale qu'il impliquait. On comprend mieux aujourd'hui combien cette politique du programme commun, les conceptions et les comportements qu'elle a fait naître ont joué un rôle négatif. » Et là non plus Marchais n'y va pas par quatre chemins. Le Parti a « subordonné la lutte pour le changement à celle de la conclusion de l'accord. » Il a estimé que les luttes de mai et juin 1968 n'avaient « par définition aucun débouché politique possible puisque le programme commun n'existait pas » ! Et, quand le programme commun a existé, « l'illusion s'est imposée selon laquelle l'essentiel, finalement, était fait, une victoire électorale de la gauche entraînerait automatiquement un changement profond ». « Nous avons favorisé le sentiment selon lequel la solution de tous les problè-

mes viendrait d'en haut ». Et même « la stratégie de l'union « d'en haut » a en définitive joué un rôle d'intégration des forces populaires au système institutionnel antidémocratique ».

Ainsi donc, pendant vingt ans et même trente ans, de l'aveu même de Marchais, les dirigeants du PCF se sont trompés, n'ont pas su comprendre les problèmes qui se posaient à la société, ni analyser les situations politiques. Pendant vingt-cinq ans ils ont imposé avec persévérance au Parti une politique erronée, mais constamment approuvée par des congrès unanimes. Et pendant toute cette période ceux qui ont osé discuter du bien-fondé de la politique menée par le Parti ont été condamnés, isolés, exclus.

Et depuis un quart de siècle, les dirigeants du PCF, en se trompant, ont, de ce fait, trompé la classe ouvrière et la population laborieuse qui mettaient leurs espoirs en lui.

Et apparemment Georges Marchais qui depuis 1972 est lui-même à la tête du PCF n'en a pas honte.

Il a même le front d'affirmer que depuis 1976 la direction a mis au point une nouvelle stratégie, complètement juste celle-là, mais que personne n'avait comprise. Ni les travailleurs, ni même « bien des militants communistes ». Il y a à cela une explication, celle de Lajoie, reprise par Marchais : « C'est notre stratégie ancienne, et ses prolongements, qui ne nous a pas permis de faire prévaloir la ligne nouvelle qui pourtant était la nôtre ».

En somme il n'y a pas de quoi être fier : la seule fois que la direction a su enfin définir une ligne juste (selon Marchais), la voilà incapable de la faire prévaloir et de se faire comprendre de ses propres militants.

Non, décidément, Marchais n'a pas honte !

Alors, quelle confiance les militants du PC, et derrière eux les travailleurs, peuvent-ils encore faire aux dirigeants du Parti pour la période qui vient ?

Après la pirouette de Marchais, la direction du Parti n'est-elle pas repartie pour une nouvelle période de vingt ans d'erreurs avec le même aplomb qu'auparavant ?

En fait, sous couleur de stratégie nouvelle, que proposent donc les dirigeants du PCF sinon la même vieille politique qui, depuis 25 ans, fait faillite ?

Car enfin les objectifs anti-crise du PCF, la relance de la production par la création d'emplois, le progrès social, la satisfaction des besoins de la population laborieuse, comment y parvenir ? Promouvoir « une démocratie moderne, une république nouvelle », comment ? Changer la constitution, rétablir la proportionnelle, les pouvoirs du Parlement, comment ? Par quels moyens ?

Marchais sait bien que son Parti attend une réponse à la question du pouvoir politique. Comment parvenir au pouvoir pour réaliser le programme du Parti ? C'est là que les dirigeants du PC sont bien incapables de proposer une autre politique que de compter sur de futures élections. Car, affirme Marchais, « l'élection constitue un moment obligé et décisif de la lutte pour la transformation de la société » et il ajoute « cela veut dire enfin aborder et résoudre le problème des accords politiques — et notamment des accords électoraux ».

Le projet de résolution réaffirme d'ailleurs clairement : « Le Parti Communiste Français reste fermement partisan de l'union de la gauche ».

Cette « nouvelle » politique proposée par Marchais ne va-t-elle pas une fois de plus susciter « des illusions meurtrières » ? Marchais s'en défend par avance. Mais en réalité il n'a pas le choix : ou on mène une politique révolutionnaire visant à la transformation de la société par la révolution sociale — mais ce n'est pas cette politique-là que Marchais se reproche et reproche au PCF de ne pas avoir faite depuis vingt ans, et ce n'est pas cette politique-là qu'il se propose de faire dans l'avenir —, ou alors on est bien obligé d'entretenir dans les masses des illusions sur les vertus des accords électoraux et des élections puisqu'on fait de celles-ci le levier « obligé » de la transformation de la société.

Alors oui, tout ce que Georges Marchais se donne comme perspective « nouvelle », c'est de tenir un langage un peu plus radical et surtout de demander à ses militants de redoubler d'efforts pour convaincre de larges masses de la justesse de la politique du Parti et les rassembler autour de lui dans le fameux Rassemblement populaire majoritaire. Il s'agit d'expliquer, de faire campagne, de convaincre. Ce n'est pas sur une nouvelle politique mais sur l'énergie de ses militants et en particulier sur le dévouement de ses militants d'entreprise, sur le crédit qu'ils ont auprès de leurs camarades de travail que Georges Marchais compte pour retrouver l'adhésion des travailleurs, dans l'espoir que d'ici quelques mois ou quelques années, le PCF retrouvera un poids électoral qui lui permettra de monnayer à nouveau la confiance de ses électeurs dans le cadre d'une nouvelle combinaison avec le Parti Socialiste ou... « d'autres » (?). Car Georges Marchais ne cache pas qu'il s'agit d'une fois de plus « de coopérer avec des formations qui ne sont pas, comme nous, décidées à aller vers la transformation de la société ».

C'est dire que de cette perspective, les travailleurs n'ont rien à attendre, et les militants communistes pas grand-chose à espérer.

Dominique CHABLIS



## Feu sur le SMIC et vive les licenciements !

Les perroquets de la droite ont appris leur leçon et ne cessent de la répéter sur tous les tons. Dimanche 3 février, c'était Chirac et Giscard qui ressassaient à la Convention Nationale des Clubs 89 : « Il faut (...) renoncer à la garantie (...) d'une rémunération men-

suelle minimale qui postule un travail à temps plein ». Cette tirade venait en écho des propos tenus par le président du CNPF, Yvon Gattaz, et rapportés par *L'Express* (1<sup>er</sup> février 1985) : Le SMIC est « une prime à la déqualification », il est « inflationniste » et « il parti-

cipe, malheureusement, au chômage ». La conclusion en chœur des trois oiseaux va de soi : il faut supprimer le SMIC, un point, c'est tout.

Il y a actuellement plus de deux millions de salariés du secteur privé payés au SMIC et leur nombre aug-

mente sans cesse par suite de la stagnation des salaires.

A l'heure actuelle, le SMIC reste inférieur à 4 000 francs par mois, et encore beaucoup de salariés ne le touchent-ils pas. Selon la CGT, « 90 % des conventions collectives ont un salaire minimal de départ inférieur », qui n'atteint le SMIC qu'en y incluant différentes primes, notamment dans le textile, l'habillement, la construction, etc.

Eh bien, c'est encore trop cher payé pour le patronat, surtout les petits patrons qui font pression pour que cette notion de « salaire minimum » soit supprimée. La création des TUC, avec lesquels les jeunes gagnent 1 200 francs par mois pour 20 heures de travail hebdomadaire, va dans ce sens. Et Gattaz se fait leur porte-parole en demandant la création d'un SMIJ, « un salaire minimum pour les jeunes, qui pourrait être inférieur au SMIC, afin de faciliter l'embauche de jeunes sans qualification, ni expérience ».

Le patronat n'en finit pas de revenir à la charge auprès du gouvernement pour qu'il fasse sauter une des dernières barrières légales en matière de salaire. Et ce n'est bien sûr

pas tout en matière d'exigences patronales. Gattaz n'a pas manqué non plus, toujours dans l'interview qu'il a accordée à *L'Express*, de dénoncer les contraintes administratives qui pèsent sur les malheureuses entreprises. Sa cible, on la connaît : l'autorisation administrative nécessaire en cas de licenciement. A son avis, « elle n'empêche pas les licenciements » ; elle « est le type même de fausse garantie sociale » ; et surtout déclare Gattaz, « Nous avons découvert que la suppression de l'autorisation administrative en cas de licenciement économique pouvait à elle seule débloquent plus de 300 000 emplois nouveaux » ! A condition sans doute d'en supprimer le double.

Comme on le voit, Gattaz (et derrière lui toute la droite) n'hésite pas à raconter tout et n'importe quoi pour justifier ses demandes de « libéralisme » en matière de salaire, d'embauche et de licenciements. Il les répète en toutes occasions et sur tous les tons, ayant compris que, vis-à-vis du gouvernement, ce ne sont pas tant les arguments qui comptent que le ton sur lequel le CNPF les clame.

B.G.



## « Pôles de conversion »... au chômage

Un an après leur élaboration en février 1984, les mesures décidées pour les quatorze « pôles de conversion » (soit quatorze régions ainsi baptisées car considérées comme sinistrées de l'emploi) attendent toujours de donner l'ombre d'une preuve de leur efficacité.

Dans ces régions, comme dans tant d'autres, les conversions les plus nombreuses restent celles de travailleurs en chômeurs. Et cela, qu'il s'agisse de la Lorraine, du Nord-Pas-de-Calais, du Creusot et de la région Centre-Est, des Bouches du Rhône ou de la région de Decazeville-Carmaux, toutes régions dans lesquelles les charbonnages, la sidérurgie ou les chantiers navals ont supprimé des emplois à tour de bras.

Que ce soit en matière de création d'entreprises, de reclassement des salariés ou de formation professionnelle, la création de ces « pôles de conversion » s'est soldée d'abord et surtout par la mise en place, sous l'autorité des commis-

saires de la République, d'un lourd dispositif administratif... destiné à étudier comment l'on distribuerait les aides financières aux industriels. Car le gouvernement ne connaît décidément pas d'autre moyen pour mener sa prétendue « lutte contre le chômage » que de faire miroiter aux capitalistes de tout poil des subventions et aides financières de toute sorte.

Le *Monde* du 5 février dernier en rappelait d'ailleurs la liste : 2 milliards de francs en provenance du FIM (Fonds Industriel de Modernisation), 1 milliard donné pour les projets des entreprises nationales localisées dans ces zones, une enveloppe de prêts bancaires de 1 milliard, une contribution de 500 millions des compagnies d'assurance pour le financement de projets nouveaux, un relèvement de 50 % du premier acompte versé aux patrons au titre des primes distribuées dans le cadre de l'aménagement du territoire, etc.

La Lorraine a été dotée de surcroît d'un Fonds d'Industrialisation Spécial de 500 millions de francs. Mais la seule chose qui soit sûre, c'est l'annonce officielle que des milliers d'emplois vont encore disparaître dans la sidérurgie. Et l'on attend toujours les investisseurs industriels susceptibles de créer des emplois de remplacement.

Incités de façon sonnante et trébuchante, sollicités, courtisés à coups de millions et de milliards, les industriels restent imperturbablement rétifs à créer des emplois, à investir dans les secteurs productifs et préfèrent encore spéculer. Un an après leur lancement, le bilan de ces « pôles de conversion » est là pour le démontrer : seuls quelque 10 000 emplois ont bénéficié depuis le début 1984 de la prime d'aménagement du territoire dans ces régions, 10 000 emplois dont la création doit s'étaler sur... trois ans !

Lucienne PLAIN

## La droite demande des têtes pour avoir des voix

Cinquante-huit députés de droite ont déposé une proposition de loi pour rétablir la peine capitale dans quatre cas : le rapt d'enfant ou la prise d'otage avec assassinat ; l'assassinat d'un policier ou d'un gardien de prison ; l'assassinat avec tortures ; la récidive de crimes de sang.

Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne, un des signataires du projet, a précisé qu'il restait en principe hostile à la peine de mort et que l'image de la guillotine était « repoussante » ; mais que, dans ces quatre cas « particulièrement horribles », il fallait une peine exemplaire. D'ailleurs il serait bon, à son avis, de créer une commission « pour étudier les modalités d'exécution dans les pays où la peine de mort est appliquée ». Bref, tuer exceptionnellement, légalement et proprement : voilà le but du projet.

R. Nungesser a ajouté que cette proposition n'était en rien une « proposition de circonstance ».

Comment donc ! C'est par hasard sans doute que le deuxième cas (assassinat de policiers en fonction) s'adresse aux forces de l'ordre, for-

mant un bon contingent des électeurs de droite. C'est sans doute par hasard également que le premier et le troisième renvoient à des événements récents qui, amplifiés par des campagnes de presse, ont particulièrement touché l'opinion publique. C'est le cas, par exemple, de l'assassinat du petit Grégory. C'est le cas surtout des assassinats de vieilles dames dans le dix-huitième arrondissement de Paris, qui ont servi de tremplin à des campagnes concurrentes mais également sordides de la droite et de l'extrême droite.

Quand la peine de mort existait, la grâce présidentielle fléchissait dans les années électorales : en novembre 1972 (les législatives étaient prévues pour 1973) Pompidou fit guillotiner Buffet, assassin d'un gardien de prison, et son complice Bontemps. En 1976 et 1977 (législatives de 1978) Giscard refusa sa grâce à trois condamnés.

Aujourd'hui, les législatives de 1986 ne sont plus loin. Et pour gagner des voix tous les moyens sont bons, même les plus bas.

Sylvie Maréchal



# Au nom des travailleurs

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on ne voit pas en quoi ceux qui, depuis quelques semaines, manient le pistolet gros calibre, au nom des travailleurs, peuvent changer de cette façon quoi que ce soit à la situation de la classe ouvrière ou des exploités en général.

Qu'Action Directe ait assassiné un général français spécialisé dans la vente d'armes, cela ne diminuera pas d'un centime le montant des ventes d'armes françaises à l'étranger ; cela ne ressuscitera aucun de ceux que ces armes ont tués ; cela ne libérera aucun des peuples que l'on exploite à mort pour que leurs tyrans puissent se payer l'armement qui garantit leur pouvoir.

Que quelques voitures aient été pulvérisées, de nuit, devant le secrétariat des DOM-TOM, ne hâtera sûrement que fort peu l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ou des autres peuples auxquels l'impérialisme français impose encore une domination coloniale.

Bien sûr, ces deux attentats ne sont pas tout à fait à mettre sur le même plan, même s'il se trouvait que ses auteurs soient les mêmes gens. Mais pour tous les deux, les aspects négatifs l'emportent largement sur les justifications, les excuses, qu'on pourrait leur trouver.

Tous les deux sont le fait, dans le meilleur des cas, de gens qui prétendent faire le bonheur des travailleurs ou des exploités sans leur aide, sans leur demander leur avis, sans même s'en soucier et, à la limite, pourquoi pas, contre eux s'il le fallait.

Ces gens, qui ne s'intéressent ni à ce que les travailleurs, au nom desquels

ils prétendent agir, pensent de leurs actes, ni aux conséquences que certains de ces attentats pourraient avoir pour des victimes innocentes, ont une vision toute militaire des transformations sociales. Sous le prétexte que les révolutions représentent une certaine violence, ils pensent que la violence peut remplacer les révolutions. Leur action est déjà au départ une violence sur les masses elles-mêmes, sur leurs opinions, sur leurs souhaits, sur leurs sentiments. Et si elle aboutissait, ce serait à des régimes où la seule violence tiendrait lieu de politique. Car si la violence peut remplacer la révolution, il y a fort à craindre qu'ensuite l'armée remplace la démocratie.

Et puis, justement, on peut se demander, puisque cela ne sert pas aux travailleurs, à qui cela peut bien profiter, toute cette affaire de ces organisations terroristes de France, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie qui auraient fusionné récemment pour entrer en guerre à elles seules contre l'Alliance Atlantique. La clandestinité inhérente à ce type d'action permet, au travers d'une telle centralisation européenne, toutes les manipulations.

On n'en finirait pas d'ailleurs d'examiner toutes les hypothèses de la presse.

Cela dit, ces terroristes qui parlent au nom de la classe ouvrière et qui prétendent la représenter ne sont pas les seuls dans ce cas ni sans doute, à cause de leur dérisoire faiblesse, les plus nuisibles.

C'est au nom du peuple français, au nom du peuple de gauche, au nom des travailleurs français, que Mitterrand et Hernu vendent des armes à qui veut bien en acheter aux quatre coins de la terre. C'est au nom du peuple de gauche, au nom



des travailleurs, que Mitterrand et Pisani contribuent à maintenir les peuples canaques, antillais, réunionnais, tahitien, sous une domination coloniale et raciste.

C'est au nom du peuple de gauche et des travailleurs que Mitterrand et Fabius imposent aux travailleurs de France la politique économique de la bourgeoisie et font supporter aux plus pauvres tout le poids de la crise et du chômage.

Alors, les terroristes ne servent sûrement pas les intérêts des travailleurs — et on ne sait d'ailleurs pas trop quels intérêts ils servent. Mais, tout meurtriers qu'ils sont, ce ne sont peut-être pas eux les plus salauds.

*Editorial des bulletins d'entreprise*

# La lutte contre le terrorisme : Un bon prétexte pour renforcer les polices

□ L'un des résultats les plus immédiats de la récente série d'attentats terroristes et de l'annonce, le 15 janvier, de la fusion entre Action Directe en France et la Fraction Armée Rouge en Allemagne, a été la façon démonstrative dont les gouvernements français et allemand ont scellé un « front uni contre le terrorisme », selon les termes mêmes de Fabius.

Certes, la collaboration entre les polices d'un côté et de l'autre de la frontière ne date pas d'aujourd'hui. Mais le but de l'opération est quand même de la perfectionner, avec la mise en place d'un « groupe opérationnel » composé d'experts des polices des deux pays, doté de moyens accrus, de techniques informatiques sophistiquées, en contact régulier, avec une liaison télex spéciale permettant un échange extrêmement rapide des informations.

Après la rencontre à Bonn des ministres de l'Intérieur des deux pays, suivie de celle de Fabius avec le chancelier Kohl, le gouvernement français inaugurerait cette nouvelle union sacrée le mardi 5 février, en envoyant son sous-directeur de la police scientifique visiter le siège de son équivalent allemand. Celui-ci, qui emploie quelque 3 600 fonctionnaires, disposerait de fichiers sur ordinateurs ne comprenant pas moins de 3 500 000 biographies et coordonnées...

Ce nombre impressionnant parle de lui-même : sous

prétexte de lutte contre le terrorisme, c'est une foule de gens que la police intègre dans ses fichiers, pris parmi ceux qu'elle considère à un titre ou à un autre comme suspects, voire indésirables, et pourquoi pas, coupables d'opinions qualifiées de « subversives » parce qu'elles sont en opposition avec la politique des autorités gouvernementales. Et même si Fabius se targue de l'existence en France de la commission officielle « Informatique et Libertés », chargée de préserver les citoyens des mises en fiche, écoutes téléphoniques, etc., intempestives, ce n'est certainement pas seulement en Allemagne qu'il existe des fichiers semblables...

A l'occasion de ce « front uni contre le terrorisme », tout l'arsenal policier va être perfectionné et renforcé. Mais cet accroissement de moyens ne garantit aucunement la façon dont ils seront utilisés.

Alors Robert Broussard, le spécialiste de la lutte anti-gang, a peut-être gagné du galon à cette occasion : il quitte la Corse pour devenir « l'adjoint-opérationnel » du directeur général de la police nationale, chargé également de la lutte anti-terroriste. Mais la population, française comme allemande, elle, a toutes les chances de ne rien avoir à gagner à ce renforcement des appareils policiers, sur lesquels elle ne dispose d'aucun contrôle.

L.P.

## LA LUTTE DE CLASSE N° 116

(Février 1985) vient de paraître

Au sommaire :

• **Supplément commun « Lutte de Classe » — « Critique Communiste » :**

- Les révolutionnaires et les contestataires du PCF. (LO).
- Rassembler une force anti-capitaliste. (LCR).
- La solidarité avec le FLNKS ne dispense pas de la critique révolutionnaire des nationalistes. (LO).
- Nouvelle-Calédonie : la solidarité anti-colonialiste ne se marchande pas. (LCR).

• **Pologne : quelle politique pour les révolutionnaires prolétaires ?**

• **Afrique du Sud : le Front Démocratique Uni candidat à la succession du régime d'Apartheid.**

• **Nouvelle-Calédonie : quel drapeau pour la lutte du peuple kanak ?**



**Il y a 40 ans,  
à YALTA**



C'est il y a 40 ans, le 4 février 1945, que s'ouvrait la conférence de Yalta, où Churchill, Roosevelt, Staline allaient sceller le sort de la planète pour l'après-guerre, et finalement pour des années encore après.

Ces derniers jours, la droite comme la gauche en ont fait de multiples commentaires. Pour ceux qui se situent dans le camp pro-américain, comme André Fontaine dans le journal *Le Monde*, cette conférence est une concession faite à l'URSS par les impérialistes, mis devant le fait accompli des avancées des armées. Et si par la suite l'URSS n'a guère conquis plus de positions que Yalta ne lui en avaient conférées, cela s'explique uniquement par la possession, par les USA, de « l'épée de Damoclès du feu nucléaire », autrement dit de la bombe atomique... De l'autre côté, du côté des défenseurs du rôle de l'URSS, comme Yves Moreau dans *L'Humanité*, la conférence de Yalta est la preuve toute limpide de l'unanimité pacifiste des trois grands, « engagés à réaffirmer dans la paix la détermination commune qui les avait unis dans la guerre ». Et *L'Humanité* de reprocher, finalement, aux USA d'avoir aujourd'hui trahi l'esprit de Roosevelt et de Yalta...

Les faits, pourtant, démentent toutes ces pures intentions affirmées de part et d'autre.

Car ce qui a uni, à Yalta, l'URSS et les dirigeants impérialistes, ce n'est pas la volonté — la fin de la guerre arrivant avec la défaite proche de l'Allemagne et du Japon — de se rouler les uns les autres. C'est avant tout la volonté de se prémunir, par avance, contre toute explosion révolutionnaire sur la planète martyrisée par six années de guerre. C'est le désir de s'assurer, en se partageant le rôle de gendarme dans chaque pays, chaque continent, qu'aucun peuple, contrairement à ce qui s'était passé en 1917-1919, ne pourrait faire irruption sur la scène politique et faire payer, à ceux qui avaient plongé l'humanité dans le carnage de la guerre, les sacrifices et la misère inouïs qu'elle avait coûtés à des millions d'hommes. Ce qui a poussé les impérialistes à se concerter et à s'associer l'URSS, lors des conférences de Téhéran en 1943, puis de Yalta et de Postdam en 1945, c'est la nécessité de parer au plus pressé, au moment où les armées allemandes et japonaises partaient en débâcle, au moment où les régimes alliés de ces puissances s'effondraient, de prévoir qui prendrait leur relais pour juguler les peuples, éviter tout vide étatique.

Formellement, à Yalta il fut décidé : 1) l'occupation de l'Allemagne divisée en 4 zones ; 2) la reconnaissance des positions acquises par l'URSS et sa promesse d'intervention contre le Japon ; 3) un projet de conférence à San Francisco pour la création d'une Organisation des Nations-Unies qui aurait permis, selon Churchill, « la fin du système d'actions unilatéral, des alliances exclusives, des sphères d'influence, des équilibres de puissance, et de tous

les autres expédients qui ont été essayés pendant des siècles et ont toujours échoué ». Mais ce que rapporte Churchill des discussions de l'époque dans ses Mémoires est bien plus fidèle aux intentions des protagonistes :

« Le moment était favorable pour agir, c'est pourquoi je déclarai : "Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité 50/50 en Yougoslavie ?" Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une feuille de papier :

— Roumanie : Russie 90 %, les autres 10 %.  
— Grèce : Grande-Bretagne (en accord avec les USA) 90 %, Russie 10 %.  
— Yougoslavie : 50 % - 50 %.  
— Hongrie : 50 % - 50 %.

Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit un crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire.

Il y eut ensuite un long silence. Le papier rayé de bleu demeurait au centre de la table. Je dis finalement : "Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ce problème dont dépend le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier". "Non, gardez-le", dit Staline.

Et un peu partout aussi les peuples se virent imposer des gouvernements d'union nationale où les Partis Communistes apportaient leur caution aux forces les plus réactionnaires et contribuaient avec elles à reconstruire les vieux appareils d'Etat. Ce fut le cas en France, où De Gaulle se servit du PCF, qu'il associa au gouvernement, pour obtenir des travailleurs qu'ils « produisent d'abord et revendiquent ensuite ». Et ce fut le cas en Europe de l'Est, où l'armée russe imposa aux peuples le retour de leurs anciens dirigeants. Et cette Sainte-Alliance prévalut à l'Est comme à l'Ouest jusqu'en 1947, jusqu'à ce que les dirigeants de ce monde eussent été remis de leur peur.

Ainsi, en Roumanie, le roi Michel fut maintenu sur son trône et décoré par l'URSS. En Yougoslavie Tito, dont le mouvement de résistance était la seule force politique réellement existante, fut contraint, de par les accords de Yalta, de s'adjoindre des représentants du gouvernement royal en exil. En Hongrie, l'armée rouge remit au pouvoir d'anciens collaborateurs du dictateur Horthy.

Mais surtout, les peuples vaincus furent avertis par le fer et le sang qu'aucune révolte ne leur serait permise. En Allemagne, les bombardements des villes industrielles dès l'hiver 1944-1945 firent des centaines de milliers de morts. Et c'est la population civile et non l'armée allemande qui était visée. En Prusse-Orientale, écrit Arthur Conte dans *Yalta ou le partage du monde*, dans les ports « De nombreux bâtiments sont coulés, comme le Wilhelm Gustloff — bateau de luxe tout blanc qui (...) assurait un service de voyages touristiques à Madère — torpillé, il y a dix jours, avec six mille personnes de tout âge à bord. On se bat pour avoir une place. Comme priorité est accordée aux femmes et aux enfants, des hommes s'habillent en femmes. Les scènes les plus grotesques voisinent du même coup avec les spectacles les plus horribles.

Les Anglo-Américains bombardent les ports. Les sous-marins soviétiques attendent les bateaux des fugitifs à la sortie. Des dizaines de radeaux, surchargés de naufragés, sont ballotés sur les eaux de la Baltique. »

Il décrit également les bombardements sauvages des villes japonaises.

Le Japon « est bombardé avec une puissance inouïe. De



Une ville bombardée en Allemagne. (AFP)

surcroît, les villes japonaises sont très vulnérables. Elles n'ont pas d'abris. Elles sont en bois et en bambou, avec des vitres en papier. Il suffit d'y jeter de petites bombes incendiaires avec quelques soufflantes pour y provoquer les pires catastrophes et les plus terribles paniques. Point n'est besoin ici de prévoir des bombes de lourd calibre comme sur Essen, ou Düsseldorf.

Les Superforteresses ont attaqué plusieurs fois Tokyo. On a compté les morts par milliers dans les quartiers du centre comme dans les faubourgs industriels.

Et c'est un bien juste symbole de ce que furent ces conférences dites « de paix », que ce soit juste après la dernière, celle de Postdam, que les USA firent exploser sur Hiroshima et Nagasaki deux bombes, atomiques faisant 200 000 morts.

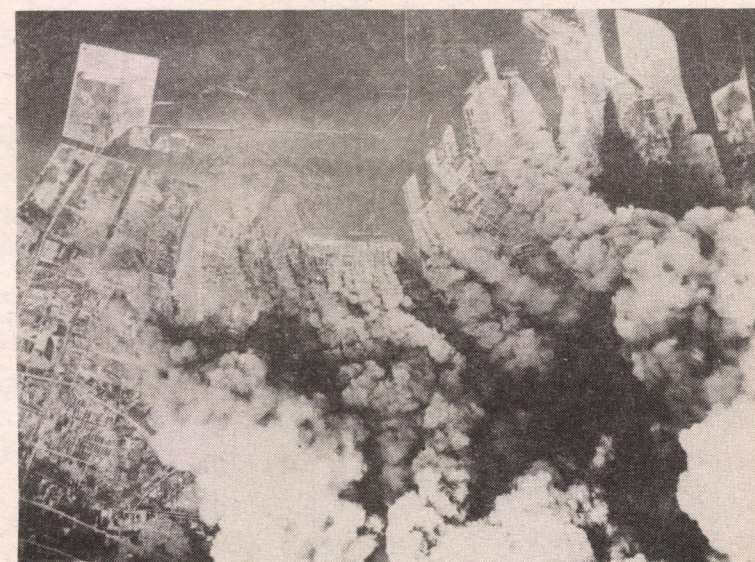
Oui, avant de déposer les armes, les puissances impérialistes qui s'en étaient servies pour régler leurs conflits nés de leur concurrence, exacerbée par la crise de 1929, les ont d'abord tournées contre les peuples.

Et tous ceux qui sont morts pendant que les chefs d'Etat palabraient ne sont pas morts pour défendre les intérêts de quelque camp que ce soit.

Ils ne se sont pas non plus battus pour eux-mêmes. Ils ont été massacrés pour l'exemple, pour que les opprimés soient paralysés de terreur, tant la crainte d'une vague de soulèvements populaires était grande chez les dirigeants de ce monde.

Et c'est cela qui a été pesé, tranché, mesuré, à la conférence de Yalta.

Nelly MEYER



Osaka bombardée au Japon : ce sont les quartiers industriels qui furent visés par les Superforteresses.



## Pologne

# Le représentant de « Solidarité » jugé indésirable

« Il y aura toujours une place pour moi en Pologne, ne serait-ce qu'en prison ». C'est sur cette phrase que se termine le livre de Seweryn Blumsztajn, *Je rentre au pays*, dans lequel il annonçait son intention de regagner la Pologne, lui qui depuis trois ans était le représentant de Solidarité en France.

Eh bien, il semble que pour l'instant il n'y ait pas de place pour S. Blumsztajn en Pologne, « ne serait-ce qu'en prison ». En effet, à peine était-il descendu de l'avion qui l'avait déposé à Varsovie, mardi 5 février, que six policiers l'entouraient, lui confisquaient son passeport et le renvoyaient à Paris par le premier vol en partance.

En décembre 1981, S. Blumsztajn avait été surpris, alors qu'il se trouvait en France, par la déclaration de « l'état de guerre » par le général Jaruzelski. A l'époque il avait donc décidé de rester en France pour y faire entendre la voix de ses camarades de Solidarité pourchassés et internés par le régime polonais. Persuadé aujourd'hui qu'il serait plus utile à ses compagnons

sur place, en Pologne même, S. Blumsztajn avait récemment pris la décision de « rentrer au pays ». « La Pologne n'est pas la propriété de Jaruzelski, qui ne réussira pas à en rejeter ou à en expulser les gens qui ne pensent pas comme lui », affirmait-il. En retournant en Pologne, c'est ce que j'ai voulu manifester ».

Militant de Solidarité, social-démocrate et nationaliste déclaré, Seweryn Blumsztajn ne devait guère se faire d'illusions sur les intentions nourries à son égard par le régime polonais. Dans une interview donnée à la télévision française juste après son retour forcé, il a déclaré qu'il s'attendait soit à être arrêté dès sa descente d'avion, soit à être laissé en liberté pour être arrêté un peu plus tard avec moins de publicité. Apparemment les services de police polonais ont choisi une autre solution qui leur permette à la fois de ne pas ajouter à l'encombrement des prisons du pays et, surtout, de ne pas laisser revenir un opposant décidé, dans un pays qui n'en compte déjà que trop au goût des autorités ! Et puis, c'est tellement plus facile de vilipen-

der un opposant qui vit à l'étranger. Le régime ne s'en est pas privé jusqu'ici et pourra donc continuer.

« Il s'agit peut-être encore d'une plaisanterie du pouvoir, car notre pouvoir aime plaisanter », déclarait Adam Michnik, un dirigeant de Solidarité et ancien fondateur du KOR, venu attendre S. Blumsztajn à Varsovie, en apprenant qu'il était refoulé vers la France. Michnik a sans doute le sens de l'humour (comme Blumsztajn, lequel avait choisi pour son retour la date anniversaire des accords de Yalta), mais pas les policiers de Jaruzelski ! A moins qu'ayant appris que Blumsztajn avait déclaré vouloir revenir « du paradis au pays », ses anges gardiens policiers aient voulu le réexpédier de force au « paradis »...

Un « paradis » au goût de purgatoire d'où, d'ailleurs, les autorités françaises avaient, elles aussi, bien failli expulser S. Blumsztajn à cause de ses activités voici quelques mois. Même si, bien sûr, la presse française s'est bien gardée de le rappeler ces jours-ci.

Pierre LAFFITTE



Seweryn Blumsztajn, juste avant son départ. (AFP)

## Yougoslavie

# Des intellectuels contestataires condamnés

Après un procès politique qui a duré trois mois, trois intellectuels contestataires yougoslaves viennent d'être condamnés à des peines de un à deux ans de prison, un quatrième condamné, expulsé de la salle d'audience pour « offense à la cour » (en fait pour avoir critiqué la partialité des juges), devant être jugé plus tard.

Officiellement, ces intellectuels étaient poursuivis pour le délit de « propagande hostile » au régime. En fait, il leur était surtout reproché de s'être régulièrement réunis pour échanger des idées.

Leurs idées ? Dans une interview publiée par la Revue *L'Alternative*, l'un des accusés, Vladimir Mijanovic, déclarait en

décembre dernier : *Je me suis contenté de m'activer en faveur des droits de l'homme et des libertés démocratiques*, précisant que les dirigeants du régime, « quand ils sont avec leurs amis étrangers, ils affirment que nous sommes des extrémistes de gauche, (...) Par contre on peut lire dans la presse yougoslave les déclarations des mêmes hommes politiques qui affirment que nous sommes des opposants de droite ».

En fait, quelles que soient les idées réelles ou prêtées intentionnellement par le régime à des contestataires qui disent « nous ne sommes pas tous du même avis », il semble bien que le gouvernement de

Belgrade ait voulu faire un exemple en envoyant devant des juges des gens connus, tel Vladimir Mijanovic, qui fut l'une des figures de proue du mouvement de contestation estudiantine yougoslave de 1968 et qui, depuis une dizaine d'années, était l'un des animateurs de centres de discussions appelés « Universités Libres ». Comme il le déclara dans l'interview déjà citée, « jusqu'à une date récente, cela n'avait pas l'air de déranger beaucoup le régime. Puis, tout à coup, les autorités ont décidé que les « Universités Libres » devaient être interdites et que des mesures rigoureuses, telles que les emprisonnements, devaient être mises en œuvre. N'oublions pas : il y a eu un

mort ».

Ce dernier procès survient d'ailleurs après plusieurs autres, au cours desquels avaient été condamnés, ces derniers temps, tantôt des nationalistes se revendiquant de telle ou telle minorité nationale yougoslave, tantôt des contestataires dont certains se disaient de gauche tandis que d'autres regardaient ouvertement vers l'Occident. Toutes ces personnes déferées devant les tribunaux n'avaient évidemment pas forcément grand-chose en commun. Si ce n'est que le régime yougoslave se trouve confronté à une situation où les répercussions de la crise mondiale exacerbent les tensions sociales et nationales

en Yougoslavie (ce qui semble même avoir des incidences au sein des sphères dirigeantes), et qu'il se trouve donc amené à tenter d'imposer encore plus durement et sa loi et l'austérité à la population, en réaffirmant qu'il ne saurait tolérer aucune contestation ouverte.

Ceci d'autant plus que la Yougoslavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, est lourdement endettée auprès des banquiers occidentaux et du FMI, et que le régime tient à les rassurer quant à la solvabilité de la population en faisant la démonstration de sa capacité à assurer, fût-ce par la répression, le calme social et la non-contestation.

P.L.

## Philippines

# Cinéma pour le militaire... et la prison pour le cinéaste

Lundi 28 janvier, Manille, la capitale des Philippines, a été à demi paralysée par la grève des « jeepneys » — les conducteurs de taxis collectifs. Ils n'étaient d'ailleurs pas seuls à manifester ce jour-là. Depuis deux ans l'agitation politique et sociale ne cesse d'augmenter contre le régime du dictateur Ferdinand Marcos.

La manifestation a été violemment chargée par la police et plusieurs dizaines d'arrestations ont eu lieu.

En particulier Lino Brocka, connu internationalement pour ses films

(Insiang, Bayan Ko...), a, comme 53 autres personnes, été jeté en prison. Inculpés de « rassemblement illégal », ils risquent théoriquement la peine de mort ; ils sont détenus dans un camp de prisonniers politiques.

Comme le fait remarquer Lino Brocka : « Regardez le général Ver. Lui est accusé de meurtre, mais il n'est pas en prison. Nous, pour avoir soutenu la grève des transporteurs, on est emprisonnés et menacés de la peine de mort ! »

Le procès du général Ver, inculpé dans le meurtre

d'Aquino, le leader de l'opposition au régime, en août 1983, qui s'est ouvert le 1<sup>er</sup> février, apparaît bien comme une comédie dérisoire, au moment où la répression brutale continue à frapper tous les mécontents du régime.

Mais le régime a beau s'acharner à réprimer, il est impuissant à rétablir l'ordre. Et l'arrestation de Lino Brocka ne peut que mettre un peu plus encore en lumière, face à l'opinion internationale, cette impuissance du régime.

A.C.



Manifestation à Manille en 1983 après l'assassinat du leader de l'opposition Aquino. (AFP)



## ELECTIONS SUR FOND DE CRISE

Kim Dae Jung, politicien sud-coréen en exil aux Etats-Unis, a décidé de rentrer dans son pays, à quatre jours des élections générales préparées par la dictature militaire du général Chun Doo Hwan pour le 12 février. Sans être candidat lui-même, il compte pouvoir aider son parti, le Nouveau Parti Démocratique de Corée formé en décembre dernier en vue de ces élections, à gagner quelques sièges à l'Assemblée — une Assemblée qui non seulement n'a aucun pouvoir mais dont les débats sont contrôlés et éventuellement censurés par les militaires.

Condamné à mort en 1980, Kim Dae Jung avait vu sa peine commuée en vingt ans de détention et en 1983 il avait obtenu l'autorisation d'émigrer aux Etats-Unis.

Un retour qui n'est sans doute pas sans risque. Ainsi aux Philippines le chef de l'opposition, Aquino, revenant d'exil en août 1983, avait été abattu dès son retour à Manille par des hommes de main du dictateur Marcos.

En Corée du Sud, le dictateur Chun Doo Hwan ne procédera peut-être pas de la même façon : il a fait savoir qu'il était prêt à faire une « faveur » à Kim Dae Jung en ne l'arrêtant pas dès son retour. Il se réserve cependant le droit de le placer en résidence surveillée et de lui interdire toute activité publique...

En tout cas, quel que soit le sort réservé à Kim Dae Jung, rien n'indique que la dictature militaire de Chun ait l'intention de faire ne serait-ce qu'un geste pour desserrer l'étau dans lequel elle enserme la population.

Jean SANDAY

## Une solution de rechange pour l'impérialisme ?

Kim Dae Jung, qui fait actuellement figure de leader de l'opposition sud-coréenne, n'a rien d'un contestataire.

Candidat au poste de président de la République occupé aujourd'hui par Chun, il se déclare partisan de la « démocratie ». Dans une interview récente, il précise : « La chose la plus cruelle, ce n'est pas la dictature, ce n'est pas la corruption, ce n'est pas l'injustice économique et sociale. C'est qu'il n'y ait pas d'issue pour le peuple, pas de lieu où il puisse faire état de sa peine, de ses problèmes. Les médias, les tribunaux, l'Assemblée nationale ne sont que des pantins aux ordres du gouvernement ». Ce qu'il conteste aux militaires, c'est donc leur capacité de faire accepter les injustices au peuple.

La révolte de la population n'est pour lui qu'une source d'inquiétude : « Je vois la polarisation en deux camps — la



Kim Dae Jung, juste avant son récent départ pour la Corée, lors d'une meeting à New York.

dictature militaire et l'extrémisme radical. Si cela se produit, alors toute ma vie, que je voue à la démocratie et à l'unification pacifique, deviendrait dépourvue de sens ».

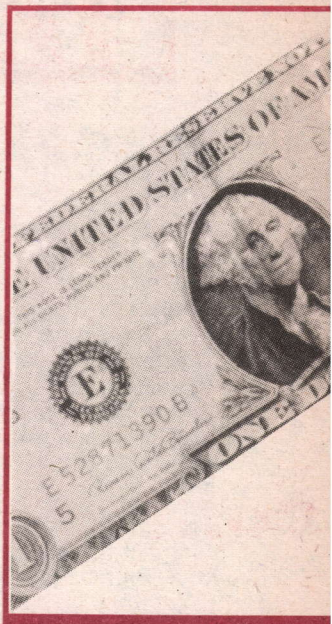
La démocratie et l'unifica-

tion pacifique qu'il conçoit s'entendent à l'ombre des troupes américaines. Il est en effet partisan du maintien des 40 000 soldats américains stationnant en Corée. Il se présente comme un recours pour

les Etats-Unis et le Japon, deux pays à qui il reproche de continuer à soutenir le régime de Chun.

Car effectivement, pour l'instant, l'impérialisme préfère s'appuyer sur la dictature en place plutôt que sur un homme qui aurait du mal à se faire admettre des militaires. Chun avait été le premier chef d'Etat reçu par Reagan après l'accession de celui-ci à la présidence en 1981. Il obtint des aides américaines qui lui permirent de consolider sa position au sein de l'armée. C'est lui qui reste le chouchou des Etats-Unis, pas Kim Dae Jung.

Le gouvernement américain, il est vrai, pour préserver l'avenir, préfère que Kim Dae Jung ne disparaisse pas de la scène, pour le garder en réserve, au cas où Chun ne ferait plus l'affaire pour maintenir l'ordre. C'est pourquoi il est intervenu pour que Kim Dae Jung ne soit pas exécuté.



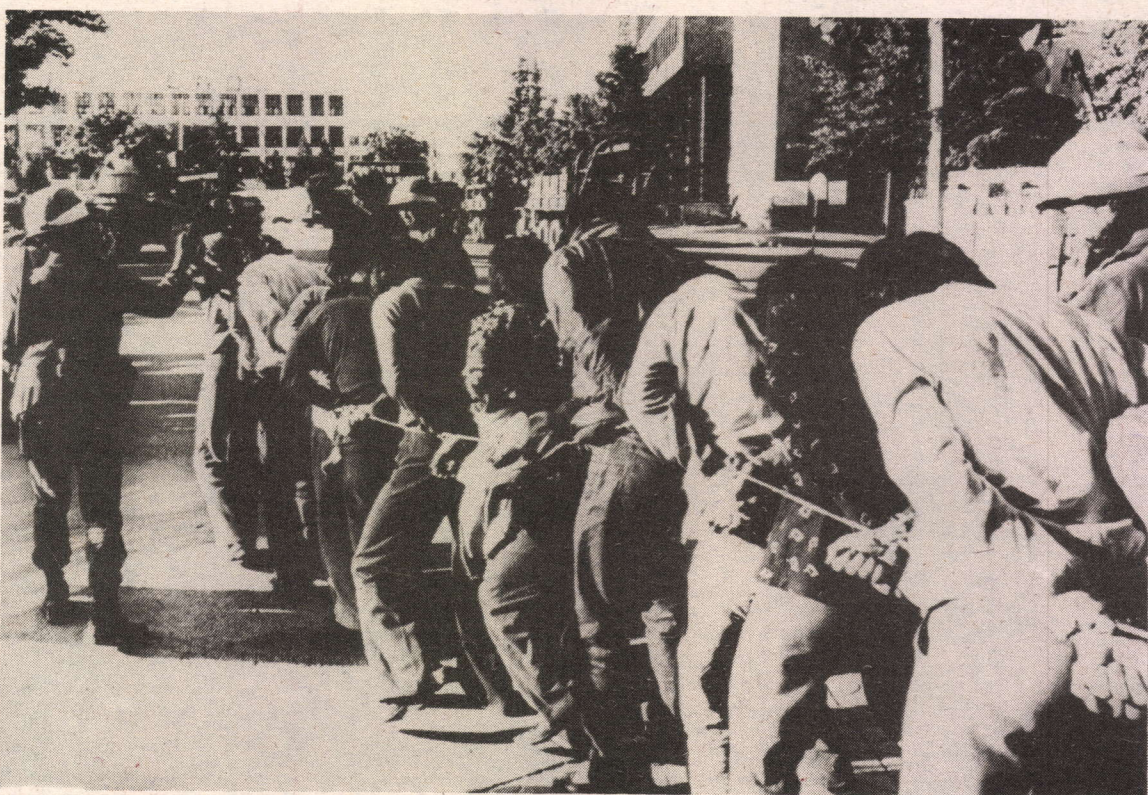
## Un bagn



Une chaîne de montage dans un

La Corée est devenue un pays industriel où les 50 plus grandes firmes, souvent créées à l'origine par des entreprises japonaises, réalisent à elles seules 20 % de la production totale du pays. A lui seul, le trust Daewoo en représente 8 %. La majorité de la population vit dans les villes. La capitale, Séoul, qui comptait 750 000 habitants en 1947, en compte plus de 9 millions aujourd'hui.

Des chantiers navals japonais ont dû fermer à cause de la concurrence sud-coréenne. Les salaires coréens sont en



Des insurgés de Kwangju liés par une corde, emmenés par les soldats de Chun, en 1980.

## La carrière d'un

Chun Doo Hwan prit le pouvoir en Corée du Sud en septembre 1980, après une lutte de près d'un an pour s'imposer à la suite de l'assassinat en octobre 1979 du général Park, qu'il avait d'ailleurs aidé à s'installer au pouvoir en 1961 par un coup d'Etat.

Lorsque Park fut assassiné en 1979, Chun, le chef des services de renseignements (la KCIA), conserva la direction de la KCIA, fonction qu'il cumula avec celle de chef des services de renseignements de l'armée qu'il occupait déjà. Pour consolider davantage ses positions, il fit arrêter cinq généraux lors d'un coup de force le 12 décembre 1979. Pour couronner le

dans la répression des manifestations à Séoul des étudiants et des ouvriers. Celle-ci fut suivie de l'écrasement de l'insurrection dirigée par les étudiants dans la ville de Kwangju, qui fit au moins 300 morts. Apparaissant sur la scène, il déclara : « Une ère nouvelle est arrivée ». Un bouleversement dont naturellement il entendait être le promoteur. Un avant-goût de ces temps nouveaux fut donné à la population quand il fit procéder à de nombreuses arrestations en masse. Selon une estimation rapportée par *The Economist*, 200 000 personnes ont été arrêtées, non serait-ce que brièvement, l'époque.



## Un budget de guerre... contre les pauvres

### industriel



L'usine d'automobiles à Ulsan.

ron le tiers de ceux pratiqués au Japon. Les travailleurs n'ont que deux jours de congé par mois. « Nous pensons que les travailleurs japonais sont paresseux », plaisante un patron sud-coréen interrogé par la Far Eastern Economic Review.

Dans l'industrie électronique, 18 000 personnes travaillent à l'usine du groupe Samsung située à 80 km de Séoul. Beaucoup sont des jeunes femmes. D'après Le Monde, celles qui se marient sont automatiquement licenciées. On y tra-

vaillait de 8 h à 22 h avec 1 heure d'arrêt pour le déjeuner et 1 heure d'arrêt pour le dîner, ce qui fait des semaines de 66 heures. On travaille davantage quand les carnets de commandes sont pleins, moins quand l'activité se ralentit.

Le régime a, en période de crise économique, quelques raisons de craindre les réactions de la classe ouvrière.

Dans la presse, on trouve parfois des bribes d'informations qui témoignent du fait que celle-ci, surexploitée, ne se laisse pas faire, alors que le droit de grève est interdit, que le syndicat est contrôlé étroitement par le pouvoir... à moins qu'il n'existe pas du tout, comme c'est le cas dans les plus grands groupes industriels du pays.

En 1980, la crise économique frappait la Corée du Sud, de nombreux travailleurs étaient licenciés, ceux qui continuaient à travailler voyaient leur pouvoir d'achat baisser. En moins d'un mois, dans le courant de mars-avril, une trentaine d'usines avaient été touchées par des grèves (interdites). Dans le centre minier de Sabuk, trois mille ouvriers réclamaient des hausses de salaires. Le 30 avril, à Pusan, mille ouvriers de l'aciérie Douguk se battaient avec la police. C'est précisément en brisant cette agitation sociale que Chun réussit à parvenir au pouvoir. Mais en octobre dernier, deux mille travailleurs du textile se sont joints à des étudiants pour réclamer la liberté syndicale et la démission de Chun.

### dictateur

La campagne dite d'« épuration » toucha aussi la presse. Il fit éliminer les publications jugées « inutiles et indésirables » que les interdictions précédentes avaient épargnées.

Lorsqu'il tint solidement en main les rênes du pouvoir, il autorisa au début de 1981 la création de nouveaux partis (les anciens étaient tous interdits), et en particulier du sien, le Parti Démocrate de la Justice. Et il organisa les élections à une Assemblée dans laquelle son parti obtint la majorité des sièges... mais seulement après l'attribution de sièges supplémentaires, non électifs. C'est une comédie qui, visiblement, a plu au général Chun, puisqu'il est prêt à la rejouer avec les élections actuelles.

Le projet de budget présenté par Reagan prévoit une stabilisation globale des dépenses — c'est-à-dire un trou aussi grand que pour l'année précédente. Mais derrière cette faible progression des dépenses se cache une très forte augmentation des crédits militaires et une forte réduction d'un certain nombre de crédits sociaux.

C'est ainsi que les crédits des transports, du logement urbain et rural, de l'éducation et de la formation sont tous en diminution. De même que les programmes d'aide aux familles avec des enfants à charge et les repas servis dans les écoles aux enfants de familles pauvres.

Par contre, le budget militaire augmentera, lui, de 12,6 %, d'un montant à peu près équivalent à celui dont diminueront l'ensemble des budgets sociaux. Une transfusion de sang pris sur la population pauvre, pour donner des joues rouges aux trusts.

Et tout spécialement aux trusts de l'armement, qui reçoivent la part du lion des crédits de l'Etat. En période de crise, les dépenses militaires ont l'énorme avantage, pour la bourgeoisie, de passer directement dans la poche d'un certain nombre de grands trusts sous forme de commandes d'Etat. Et tant que le budget militaire est en augmentation, toutes les industries qui travaillent de près ou de loin pour l'armée échappent à toute menace de surproduction. Tous les nouveaux matériels seront dépassés avant même d'avoir été consommés et donc d'avoir eu à faire leurs preuves. Il suffit de décréter qu'en face les adversaires sont en train de fabriquer les mêmes engins pour que la course continue de plus belle. Et Reagan a pour cela une équipe de gens spécialisés dans les discours sur les dangers de la menace soviétique. En attendant, tous ces gens-là font bel et bien la guerre aux pauvres.

Pierre VERNANT

### Plus ça va mal, plus ça spéculé

Le dollar s'échange à plus de 10 francs dans les banques françaises. Le plus significatif n'est pas ce nouveau record, peut-être provisoire comme tous les précédents, mais les raisons qui ont été données pour expliquer cette poussée du billet américain. Si le dollar est monté un peu plus, c'est parce que le gouvernement de Reagan vient d'annoncer un projet de budget très en déficit. Et donc qu'il devra beaucoup augmenter, ce qui fera bien l'affaire de ceux qui ont de l'argent à placer car, si les besoins d'emprunts augmentent, les taux d'intérêts vont aller eux aussi vers le haut.

Autrement dit, plus l'économie américaine s'enfonce dans l'endettement, plus il y a des amateurs pour sa monnaie.

Un banquier américain peut bien s'alarmer du fait que « le déficit du budget fédéral fait grossir la dette nationale deux fois plus vite que la croissance du produit national » et conclure : « Telle est la route assurée vers la banqueroute nationale », le dollar fait recette et le système tient, en reportant d'une année sur l'autre les charges toujours plus énormes de remboursement et... les risques toujours plus grands d'un gigantesque effondrement.

### Les trusts d'armement font un carton

La voracité des entreprises qui travaillent pour l'armée prend des proportions telles qu'elle suscite des réactions dans la presse.

Sous le titre *Comment le Pentagone dépense ses milliards*, l'hebdomadaire Newsweek cite l'exemple de la société Gould Inc's Simulation System Division, qui a utilisé ses hautes techniques de simulation pour facturer 436 dollars un marteau en valant 8 avec son emballage. Autre exemple qui fait les délices de la presse : un cahier des charges de 27 pages destiné à définir les caractéristiques techniques d'une machine à café de 7 600 dollars (environ 75 000 F) destinée à être embarquée à bord d'un avion militaire et capable de continuer à fonctionner dans des conditions extrêmes... dans lesquelles l'équipage n'aurait, de toute façon, pas survécu.

Ces anecdotes ne sont que les quelques à-côtés pittoresques de la gigantesque curée à laquelle se livrent les trusts. Ainsi, le numéro Un, toutes catégories, dans la course aux commandes militaires, le groupe General Dynamics, qui fabrique tout à la fois des équipements pour les tanks, les avions de chasse et les sous-marins, a remporté pour 7 milliards de dollars de commandes en 1983. Ledit trust a dépassé d'un milliard de dollars les dépenses prévues sur un programme de construction d'un sous-marin. Comment ? A l'époque, l'interlocuteur du trust au ministère de la Marine était un certain Sawyer, devenu depuis vice-président de Gene-

impôts qu'une seule année depuis cette date.

Mais si le groupe General Dynamics est aux premières loges pour recevoir la manne de l'Etat, ce sont les centaines d'entreprises, non seulement les grands trusts de l'aérospatiale, de l'électronique, les industries dites « de pointe », mais leurs fournisseurs, leurs sous-traitants, les fabricants de pièces détachées, tous ceux qui contribuent à la réalisation des commandes militaires qui, à toutes les étapes de la fabrication, gonflent la note et réalisent de juteux profits. La pratique systématique du dépassement de prix est la méthode la plus anodine. La fraude, la remise de matériel défectueux font aussi partie de la panoplie courante.

Le paradis américain de la libre entreprise est bel et bien celui du pillage en grand des caisses de l'Etat par tous les moyens. Et l'Etat n'est pas la victime de ce pillage, il en est le grand organisateur.

### Production en baisse, profits en hausse

General Motors, le plus puissant trust mondial, a réalisé 4,5 milliards de dollars de bénéfices en 1984. Un record jamais égalé. En 1984, le groupe automobile a ainsi gagné un milliard de dollars de plus qu'en 1978, autre bonne année. Et cela en produisant 1,2 millions de voitures et de camions de moins qu'il y a sept ans.

La production baisse, mais les profits des gros montent. Ce qui est bon pour General Motors est mauvais pour tout le monde.

### Des fermes vendues aux enchères

Dans le même temps où les financiers engrangent les bénéfices de la hausse du dollar, les fermiers récoltent des dettes. Depuis 1981, 20 000 fermes ont été vendues aux enchères parce que leurs propriétaires ne pouvaient rembourser les prêts contractés auprès des banques pour acheter des équipements et des terres. Cela ne s'était pas vu depuis les années 1930. Plusieurs centaines de milliers de fermiers seraient par ailleurs dans une situation financière précaire, notamment dans les régions productrices de blé et de maïs du Middle West.

Ces agriculteurs se sont pour la plupart fortement endettés durant les années 1970, quand le prix des terres, poussé par les achats spéculatifs de gros capitalistes, s'est envolé. Les paysans moyens ont voulu suivre, et eux aussi tenter de prendre leur part du pactole. A l'époque les prix agricoles étaient élevés et les céréales nord-américaines se vendaient bien en Europe et en URSS. Les banques se bousculaient pour prêter aux fermiers.

Quatre années de montée du dollar ont rendu les prix agricoles américains trop élevés sur les marchés mondiaux. De bonnes récoltes aidant, les paysans ont vu leurs revenus s'effondrer au moment même où, sous l'effet de l'augmentation des taux d'intérêt, leurs dettes s'alourdissaient.

Des programmes d'aide financière ont été mis sur pied par le gouvernement afin de planifier la diminution des surfaces cultivées. En 1983 c'est une surface supérieure à celle de l'ensemble des surfaces cultivées en France qui a été laissée sans cultures, en échange de subsides gouvernementaux.

L'endettement de l'ensemble de l'agriculture américaine est aujourd'hui estimé à 200 milliards de dollars, soit l'équivalent d'un an de budget militaire américain. Mais entre le soutien en faveur des agriculteurs et celui au profit des trusts de l'armement, Reagan et son équipe n'ont pas hésité. Il est question de réduire les subventions destinées au soutien des cours et au revenu des agriculteurs. Les canons l'emportent sur le beurre, et les chars sur les charrues.



## Renault fait les poches de ses salariés... pour « créer des emplois »

Depuis quelque temps, la direction de Renault envisageait la création d'un Fonds Salarial « destiné à des investissements créateurs d'emplois à la Régie et dans ses filiales ». Et mercredi 6 février, un accord sur le sujet a été signé entre la direction d'une part et la CFDT, CGC, CFTC et CSL d'autre part. Seules FO et CGT ne l'ont pas signé.

Ce fonds sera alimenté d'une part par un versement de la Régie équivalant à 0,4 % de la masse salariale, d'autre part par un prélèvement obligatoire sur la paye de février, prélèvement équivalant à 0,2 % du revenu brut imposable 1984 de chaque salarié (cette somme étant remboursable dans cinq ans).

La direction s'attend ainsi à récolter 70 millions de francs, somme qu'elle espère même voir portée à 100 millions en faisant appel à des versements supplémentaires — volontaires ceux-là — de la part des travailleurs de la Régie. C'est sans doute pour pousser un peu au « volontariat » que la direction a fait savoir que les sommes supplémentaires ainsi déposées seraient rémunérées avec un intérêt de 9 %...



Ainsi, alors que la direction de Renault ne cesse de parler de la nécessité de supprimer des emplois, dans le même temps, elle

pique une partie des salaires pour... créer des emplois. Faut le faire !

M.L.

### □ HOTEL-DIEU (Lyon)

## Les auxiliaires sont inquiets et le montrent

A l'Hôtel-Dieu, sur 600 employés, il y a 83 auxiliaires et la grande majorité de ces auxiliaires sont là depuis deux, trois voire quatre ans, ce qui est tout à fait anormal, puisque les statuts prévoient une titularisation au bout d'un an, voire un an et demi maximum.

Si ces délais étaient relativement respectés dans les autres hôpitaux des Hospices Civils de Lyon jusqu'à présent, ce n'était pas le cas à l'Hôtel-Dieu.

Or depuis quelques mois, dans le cadre des restructurations prônées par Bérégovoy, des bruits courent sur l'hôpital qu'il y aurait un sureffectif de personnel. Le chiffre de 60 a même été avancé par l'administration.

Devant cette situation, certains auxiliaires commencent à s'inquiéter et vingt-et-un d'entre eux se sont retrouvés en assemblée générale, où il a été décidé d'aller tous ensemble voir le directeur. La réponse de ce dernier a été : « Adressez-vous aux responsables (direction générale)... On titularisera au fur et à mesure des départs à la retraite » !

Cela n'a fait que renforcer la détermination du personnel à aller plus loin. A l'assemblée générale suivante, où il y avait 23 personnes, un Comité d'Organisation a été élu.

Les auxiliaires ont prévu de se revoir, en se fixant comme objectif d'être plus nombreux la prochaine fois.

Correspondant LO

### □ HÔPITAL PITIÉ-SALPÊTRIÈRE (Paris)

## Les employés de l'entreprise de nettoyage doivent se battre pour obtenir leur paye

A la Pitié-Salpêtrière, c'est une entreprise extérieure qui assure le nettoyage — la SIN (Société Industrielle de Nettoyage). Les travailleurs sont payés le 10 de chaque mois, avec la possibilité d'avoir un acompte le 25. Comme beaucoup d'entre eux sont payés au SMIC, nombreux sont ceux qui demandent un acompte. Or, depuis plusieurs mois déjà, le patron de la SIN ne paie pas au moment prévu. Le 14 janvier dernier, à la suite d'une grève parce que la paie du 10 était en retard, il s'était engagé à verser en temps et en heure la paie ou l'acompte.

Mais le 25, les acomptes n'étaient toujours pas versés. Les travailleurs ont décidé de se mettre en grève lundi 4 février à l'appel de la CGT. Le patron, comme à son habitude, a déclaré qu'il s'engageait à verser plus tôt l'argent à sa banque, pour que les comptes des ouvriers soient approuvés.

Le mardi 10 et le 25 de chaque mois. Le mardi matin, les travailleurs ont alors décidé de poursuivre la grève pour demander le paiement des heures de grève. Le patron a refusé. Mercredi matin, lors de négociations entre la CGT et le patron de la SIN, ce dernier a proposé que les travailleurs récupèrent les heures de grève en heures supplémentaires, pour qu'ils aient la totalité de leur salaire ce mois-ci. Les travailleurs ont alors décidé de reprendre le travail jeudi 7 février.

Certains travailleurs ne sont pas très contents de cet accord, car ils n'ont aucune confiance dans la parole du patron. L'expérience des grèves précédentes a montré que le patron se fait tirer l'oreille pour payer les heures de récupération. Ils restent donc sur leurs gardes.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

### ON A LE LOOK

Au montage des moteurs pour Electrolux, nous avons été affublés chacun d'une blouse orange vif.

La direction veut développer « l'esprit d'équipe ». Mais on préfère d'autres sports aux cadences à l'usine. Et si, de l'OS au contremaître, nous avons maintenant la même tenue, ce qu'on préférerait c'est l'uniformisation des salaires, en s'alignant sur les plus élevés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Bernard-Moteurs Rueil.

### USINE TOUT RISQUE

Dimanche dernier le bâtiment 54 a été évacué en catastrophe à cause d'un épais brouillard d'acide chlorhydrique causé par la rupture d'une canalisation du rack, au niveau de la vanne de barrage du Bât. 54.

Heureusement, tout le monde a pu partir à temps.

Dans l'usine, des tuyauteries où circulent des produits dangereux, il y en a partout au-dessus de nos têtes, et pas

toujours en bon état. La preuve. Faut-il rappeler à la direction que la sécurité, ce n'est pas d'attendre l'accident pour savoir où il faut agir.

Nous, ce n'est pas de la chance qu'on veut, c'est la sécurité !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc à Saint-Aubin-les-Elbeuf.

### AU POIL !

Décidément, Peugeot donne dans le mini : on a des minicasse-croûte, des mini-café, des mini-voitures, des minipaies, et maintenant des minibalais ! En effet, les balais ne font plus que 17 cm de large, au lieu de 24 cm avant, juste assez pour passer entre les jambes du chef sans le déranger.

Est-ce qu'on va toucher une prime de lancement pour ce nouveau modèle ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Peugeot Dijon.

### LES TOQUÉS DU TICKET

La direction vient de faire

### LE PALMARÈS DES ÉPOUVANTAILS

Il y a quinze jours, la direction a organisé à la cantine un grand sondage des meilleurs articles du catalogue d'été, sélectionnés par le personnel.

Génereuse, la direction accordait un sandwich et une boisson gratuits, 50 F de bon d'achat et une tombola !

C'est louche, ces cadeaux ! C'est que cette opération doit lui économiser une étude de marché fort coûteuse pour gérer ses commandes et ses stocks, en nous prenant comme cobayes.

Mais qu'elle se méfie ! On a mal compris. On a coché tous les articles les plus moches ! Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Trois-Suisses.



□ SAFT (Bordeaux)

## Contre le licenciement d'un ouvrier, l'action continue

Accusé de vol avec effraction sur simple déclaration d'un gardien et sans la moindre preuve, un ouvrier de la SAFT-Bordeaux avait été licencié début janvier. Ses camarades de travail ne l'avaient pas accepté et l'avaient fait entrer dans l'usine quotidiennement, jusqu'à ce qu'il passe devant le juge. Celui-ci ne s'était pas prononcé sur la culpabilité. Mais le jugement en référé avait interdit à l'OS licencié d'entrer dans

l'usine. Aussi, le Comité de soutien, la CGT, la CFDT et FO organisent tous les matins devant l'usine un piquet de soutien autour de notre camarade. Et depuis 15 jours, une demi-heure avant l'embauche, c'est une trentaine, en moyenne, de travailleurs qui restent avec l'OS licencié devant la porte de l'usine.

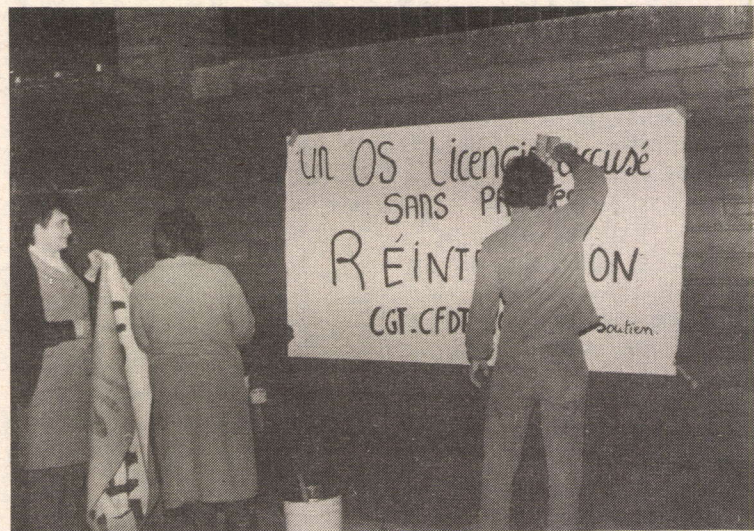
Bien sûr, il a fallu organiser un tour de rôle. Le Comité de soutien rédigea un grand panneau à la cantine, pour que tous ceux qui voulaient participer à cette action s'inscrivent. Au total, près de 100 personnes différentes se sont portées volontaires.

aussitôt remplacées, dès qu'elles ont été déchirées, par une équipe désignée pour ça.

Dans l'atelier du travailleur licencié, ses camarades ont installé sur son poste de travail un grand mannequin avec une pancarte indiquant que c'est la place du licencié. A ce jour, aucun chef n'a osé la retirer.

Bref, au total près de 100 personnes, d'une façon ou d'une autre, participent à l'activité du Comité de soutien. Et dans l'usine, cette action est ressentie comme bien organisée et sérieuse.

(Correspondant LO)



□ CITROEN  
(St-Ouen)

### Accident aux Petites Presses

Le 28 janvier, à l'atelier des Petites Presses, un ouvrier a eu deux doigts écrasés. Il a dû être amputé du bout des doigts.

Il travaillait sur l'une des plus vieilles presses de l'atelier, l'une des deux dernières presses inclinées, qui marchent à pédale et pas à boutons, et sur laquelle l'ouvrier introduit lui-même, sous l'outil la bande de tôle. Des ouvriers de cet atelier avaient déjà refusé de travailler sur ces presses inclinées. Mais l'ouvrier accidenté venait d'un autre atelier et ne connaissait pas ces machines.

Les grilles de protection doivent être telles que, même si un ouvrier veut passer la main, il ne puisse pas le faire (c'est une protection obligatoire sur ces presses). Mais sur ces deux-là, les grilles étaient défectueuses.

Le lendemain de l'accident, une des deux grilles était envoyée en réparation. Le surlendemain, c'était le tour de la deuxième grille. Et l'outil était envoyé à l'outillage pour modification.

Mais il a fallu un accident où la responsabilité de la direction est manifeste pour en arriver là.

Correspondant L.O.

Cette action de solidarité est bien vue dans toute l'usine. Au début, personne ne savait trop combien de temps cela allait durer. Mais à ce jour, le moral est au beau fixe, et pour l'instant personne n'a fait défection.

Il faut dire que l'activité du Comité de soutien ne chôme pas. Tous les deux jours, il se réunit à 30 pour faire le point de l'action et prendre des décisions.

Un tract, tiré à 20 000 exemplaires, est diffusé depuis plusieurs jours sur tout Bordeaux. 40 personnes participent à la distribution. Par exemple, jeudi soir, Jospin tenait un meeting dans la banlieue bordelaise. Une équipe de six y alla et distribua 2 000 tracts. L'accueil reçu était solidaire. Comme sont solidaires les réflexions des gens devant les supermarchés et les usines : « Ah oui, nous sommes au courant de ce licenciement de l'OS de la SAFT ». « Où ça en est ? ». « Vous avez raison. » « Nous en parlerons autour de nous. » etc.

Une collecte de l'usine va être organisée lundi pour payer les tracts et les frais d'avocat. Le Comité de soutien a élu 2 trésoriers pour tenir à jour l'état des dépenses. Quant aux murs de l'usine, ils sont tapissés de grandes affiches qui sont

## Dans notre courrier : Un patron qui fait sa propre loi

L'entreprise Titoulet, à La Ricamarie, près de Saint-Etienne, emploie environ 200 personnes, dont une majorité de femmes, pour l'assemblage et le brochage des catalogues de La Redoute et des Trois Suisses.

Les salaires y sont inférieurs au SMIC — actuellement fixé à 4 222 F brut — puisqu'on y trouve des salaires bruts à 4 141 F mensuels. Ce qui donne un salaire net à environ 3 700 F.

Et cela, pour des journées en équipe de 8 heures pleines, le patron n'estimant pas justifié que les salariées prennent les 20 minutes de pause légale. Si vous tombez sur une responsable compréhensive, vous arrivez à pouvoir aller aux toilettes de temps en temps. En janvier, un jeune a été licencié illico par le patron, qui l'avait trouvé en train de fumer dans les toilettes.

Pour une minute de retard au pointage, c'est un quart d'heure qui saute ! Vous oubliez de pointer : c'est une heure qui saute ! Votre horaire se termine à 14 heures : pas question de s'arrêter une

minute avant !

Vous êtes en équipe de nuit : vous ne touchez que 25 % de majoration et aucune prime ! Un cariste a été renvoyé pour avoir, quel crime, fait tomber une palette du haut d'une pile.

Quant aux journées de votre 5ème semaine de congés

payés, c'est le patron qui décide quand vous devez les prendre : il affiche une note indiquant les noms et les jours de congés à prendre !

Récemment, une femme finissant son équipe d'après-midi le vendredi à 22 heures se vit demander de venir travailler le samedi matin. Elle dut accepter, sous la menace de se faire licencier pour faute professionnelle. De même, une erreur ayant été commise sur un lot de catalogues, le patron prétendait faire venir les travailleurs de l'équipe concernée le samedi matin en heures non payées.

On ne s'étonnera pas qu'un tel patron embauche son supplément de personnel (près de 40 % est quasiment saisonnier, au moment des sorties des catalogues) avec des contrats à durée déterminée indiquant... une durée de quinze jours minimum ! Ce qui lui a permis de renvoyer, sans autre forme de procès, une femme ayant effectué ces quinze jours et revenant d'un congé maladie parfaitement normal !

Pour qui la loi est-elle faite ?  
A.M.

### Un morceau qui passe mal !

Dans la petite ville minière du Pas-de-Calais où j'habite, plusieurs jeunes ont été embauchés en janvier comme « tucards ».

Le contrat passé prévoit une rémunération mensuelle de 1 200 F et des avantages en nature.

Ici, comme avantages, les tucards ont reçu des steaks hachés congelés, à consommer rapidement parce qu'ils n'ont pu être transportés et stockés dans les meilleures conditions.

Ils ont 20 ans, ils cherchent un emploi, on leur donne des steaks ! Si vous avez des restes, pensez aux tucards !

L.B. AVION



□ RATP (Autobus, Paris)

□ SNCF (Quatre-Mares, Rouen)

## Protestations contre les sanctions

A la suite de la « grève de la publicité » lancée par la CGT dans les dépôts d'autobus de la région parisienne, la direction a sanctionné des militants de la CGT par des journées de mise à pied et même fait comparaître en justice trois machinistes et un ouvrier du dépôt Lebrun, sous prétexte de « dégradation de matériel ».

Rappelons que cette « grève de la pub » consistait à retourner les panneaux publicitaires qui ornent les côtés et l'arrière des autobus et, sur l'envers des panneaux, à inscrire les revendications qui étaient à l'origine du mouvement : « Les 35 heures », « Le treizième mois », « Maintien du pouvoir d'achat », « Défense du service public ».

Cette grève d'un genre particulier, démarrée il y a plusieurs semaines, avait beaucoup plu et avait entraîné un assez grand nombre de travailleurs et la sympathie de tous. Et la direction a perdu pas mal d'argent avec les annonceurs lésés. Mais il était bien évident que ce mode d'action, aussi spectaculaire soit-il, ne pouvait suffire à lui seul à obtenir les revendications mises en avant. Malheureusement,

on en est resté là, et les travailleurs RATP du métro n'étaient d'ailleurs même pas concernés par cette action.

La direction, à la tête de laquelle se trouve toujours Claude Quin, membre du PCF, a donc commencé à distribuer des sanctions, et la grève s'est alors effilochée. Il n'y a plus maintenant qu'une petite minorité pour continuer à retourner les panneaux publicitaires des autobus.

Contre les sanctions, et aussi pour les revendications, la CGT appelait le personnel à un meeting, vendredi 1<sup>er</sup> février, au dépôt Lebrun, près des Gobelins.

Nous nous sommes retrouvés trois à quatre cents — essentiellement des syndiqués — sur les quinze mille machinistes et ouvriers concernés (dans le réseau du métro, l'appel au rassemblement était resté confidentiel).

Le secrétaire de l'Union CGT de la RATP, dans son discours, s'est élevé contre les sanctions, accusant le commandement local du dépôt Lebrun. Il a rappelé les revendications. Il a dénoncé la création de 2 000 TUC à la RATP. Et il a

conclu en disant : « Pour quoi pas la grève générale, après en avoir discuté dans tous les dépôts ? ».

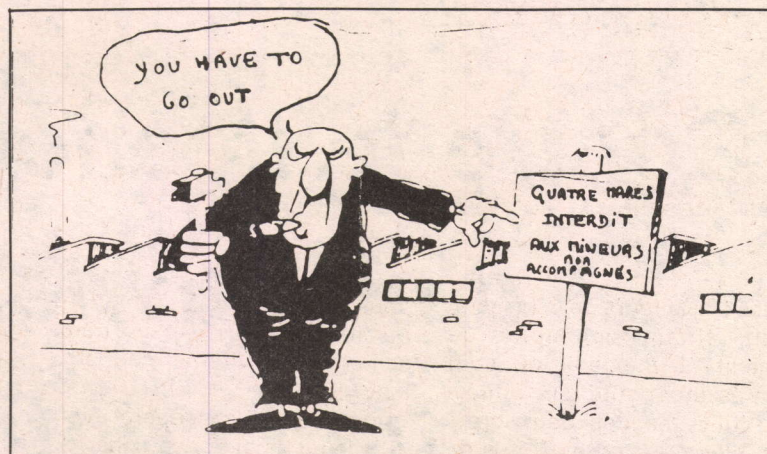
Ensuite nous sommes allés en manifestation du dépôt Lebrun à la Place d'Italie. Les sanctionnés étaient en tête du cortège, déguisés en bagnards...

La grève de la publicité est donc en train de se transformer en lutte contre les sanctions, lutte indispensable bien entendu, car il n'est pas question de laisser frapper nos camarades. Mais le fond du problème n'est pas là.

Car la lutte pour les revendications des travailleurs ne peut se limiter à une affaire de publicité.

Correspondant LO

**Shocking !**



Mardi 29 janvier, à l'occasion de l'heure d'information syndicale, la CFDT avait invité des mineurs et un cheminot anglais aux ateliers SNCF de Quatre-Mares (à Saint-Etienne de Rouvray près de Rouen). Et on a pu voir deux directeurs de Quatre-Mares s'évertuer à essayer de les empêcher d'entrer. Ils leur ont tourné autour, en répétant : « You have to go out... ! » (Vous devez sortir). Mais leur anglais n'allait pas beaucoup plus loin. Ils ont essayé aussi d'impressionner les organisateurs de la réunion, en leur promettant des

sanctions, sous prétexte qu'il était interdit de faire entrer des personnes étrangères à l'usine.

Ça n'a pas empêché la réunion de se tenir. Environ 80 cheminots y ont assisté, contents d'écouter et de pouvoir poser des questions aux mineurs.

A la suite de cette journée, la direction de Quatre-Mares a envoyé des demandes d'explications à quatre délégués CFDT. Autant la visite de P-DG mérite de la direction le meilleur accueil, autant celle des mineurs grévistes était, à ses yeux, vraiment « shocking » !

□ PLM (centre de tri postal, Paris)

## Les retards considérés comme une grève sans préavis

En ce moment, la direction du Centre de Tri Paris-PLM et ambulants du Sud-Est a décidé de mettre au pas le personnel en l'attaquant au porte-monnaie. Ainsi, récemment, un agent qui avait 25 minutes de retard s'est vu infliger un rapport par son chef direct et cela s'est traduit par la retenue d'un trentième de son salaire. Un autre s'est vu menacé de la même sanction pour avoir assisté, dans le même mois, à l'heure d'information mensuelle de deux centrales syndicales différentes. Et ne parlons pas des arrêts de travail sans préavis, même des simples délégations auprès d'un chef ou d'un directeur, qui donnent lieu aux mêmes retenues de la journée.

Sur le plan de la légalité, la direction joue sur du velours, en intitulant tous ces cas des « absences irrégulières », ce qui lui donne le droit d'ouvrir une enquête disciplinaire et de

sanctionner sur les salaires. Elle s'appuie pour cela sur une loi en date d'octobre 1982 qui régit le droit de grève et définit, par la même occasion, les retenues de salaire applicables en cas de grève sans préavis. De là à y assimiler les retards, les assemblées syndicales ou les discussions avec la maîtrise, il n'y avait probablement qu'un pas que la direction de PLM s'est fait un plaisir de franchir.

Cela se passe à un moment où les effectifs diminuent, les congés sont de plus en plus difficiles à obtenir aux dates choisies : il faut « rentabiliser » le personnel. Alors, de son point de vue, en retenant sur les salaires, le chef de centre espère peut-être que chaque postier sera le petit doigt sur la couture du pantalon, d'un bout à l'autre de sa vacation.

Il pousse peut-être le bouchon un peu trop loin.

Correspondant LO

Collège Albert-Camus

La Chapelle-Saint-Luc (Aube) :

## Une suppression de poste suspendue

Juste avant les vacances de Noël, au collège Albert-Camus, à la Chapelle-Saint-Luc, nous avons appris que l'inspecteur d'académie réclamait la suppression d'un poste au collège, dans le cadre de ce que le ministère appelle le « redéploiement » et qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Paul en récupérant des postes de certains collèges pour les réaffecter à d'autres.

A l'heure où Chevènement, ministre de l'Education nationale, vante les mérites du collège « de la réussite » et prétend intensifier la lutte contre l'échec scolaire, ce collège, pourtant situé en zone d'éducation prioritaire, c'est-à-dire où l'échec scolaire est criant, voyait ses moyens réduits.

Dès que la décision de supprimer un poste au CES Albert-Camus fut connue, les enseignants et les deux associations de parents d'élèves ont manifesté leur hostilité, car cela allait se traduire par des effectifs de classes encore plus lourds et les dédoublements ne seraient plus envisageables. Un collectif parents-enseignants était créé et il organisait réunions publiques, délégations, articles dans les journaux régionaux, campagne d'affichage, une manifestation en voiture sous la neige, etc.

Longtemps l'administration a fait la sourde oreille. Le recteur

de l'académie de Reims, Mme Sellier, avait même refusé de participer à une table ronde où parents et enseignants avaient demandé à tous les responsables de venir s'expliquer publiquement, en télégraphiant en guise de prétexte : « Haut fonctionnaire de l'Etat, astreint à l'obligation de réserve, en période pré-électorale notamment... ». Devoir de réserve qui ne l'avait pas empêchée de participer à un débat télévisé aux côtés de Chevènement, le samedi précédent sur FR3.

Mais les « périodes pré-électorales » ont bien d'autres contraintes, notamment pour le député socialiste qui avait préféré, lui, accepter de venir s'expliquer devant parents et enseignants réunis, et s'engageait à obtenir une entrevue

avec... madame le recteur.

Finalement, la semaine dernière, l'inspecteur d'académie annonçait qu'il revenait sur son intention de supprimer ce poste, en y mettant une condition : la mise au point par le collège d'un projet d'établissement plus cohérent que celui existant, clause de style manifestement destinée à avoir l'air de ne pas céder entièrement. L'administration avait compris que parents et enseignants étaient bien décidés à continuer, si la décision de suppression du poste était maintenue, et que toute cette agitation, qui commençait à faire pas mal de bruit dans le département, n'était pas une des meilleures images de marque pour la politique gouvernementale dite de « rénovation scolaire ».





□ CHAUSSON (Creil)

## La flexibilité, non merci !

Les travailleurs de Chausson Creil, filiale commune de Renault et Peugeot, où sont montés une partie des véhicules utilitaires des deux groupes, plus des petites séries de 104 et R5, voient en ce moment ce que veut dire la flexibilité à la mode capitaliste.

Depuis le début 1984, un plan de réduction d'effectifs est en cours, qui doit supprimer de 335 à 597 emplois (il y a eu 14 jours de chômage partiel début 1984).

Mais, dès le printemps 1984, la production augmentait. Et en décembre, 75 ouvriers de chez Talbot sont venus renforcer les effectifs, par suite d'une remontée très nette des cadences ; et fin janvier, ce sont 120 intérimaires supplémentaires qui sont arrivés.

Certes la direction évoquait les problèmes causés par le froid, mais en fait c'est le sous-effectif permanent qui en est la cause réelle.

Pendant le dernier trimestre, dix mille heures supplémentaires ont été faites. Actuellement, près de quatre cents personnes travaillent en permanence le samedi. La direction,

pour finir, vient d'annoncer qu'elle allait ouvrir l'usine deux samedis en février, et peut-être autant en mars, pour tous les volontaires. Elle espère bien quinze cents ouvriers à chaque fois (trois mille ouvriers en tout, sur un effectif de trois mille huit cents) pour faire tourner les chaînes.

D'ailleurs, dès qu'elle a vu que les volontaires étaient nombreux mardi dernier, on a commencé à annoncer à une partie des intérimaires que leur mission prenait fin à la fin de la semaine, alors qu'elle devait durer au moins encore un mois, si ce n'est plus.

Ces derniers jours aussi, certains pré-retraités, qui devaient partir fin janvier, ont vu leur départ reculé de un à six mois, si ce n'est pas plus.

Quant aux travailleurs immigrés qui attendaient le retour au pays, si la convention est signée depuis octobre, ils n'ont vu arriver le représentant de l'Office national de l'émigration qu'il y a quelques jours. La direction ne voulait pas que ceux-ci partent avant la fin du premier semestre. Il y a trop de travail.

Il ne faudrait pas oublier, bien sûr, l'équipe de nuit qui a été formée en Finition.

Et pour conclure — le bouquet en quelque sorte, — la direction annonce qu'en avril il y aura peut-être du chômage partiel. Le directeur ayant ce bon mot : « Vous comprenez, les ouvriers ont tout intérêt à venir faire des heures supplémentaires : ça leur permettra de s'en sortir demain quand il y aura du chômage ».

Cynisme qui rappelle qu'en 1984, par ce biais, certains travailleurs ont perdu 2 000 F.

Alors, toute cette situation crée un malaise certain dans l'usine. S'il y a des volontaires pour le samedi, c'est que les salaires sont bloqués. Mais en Finition, une certaine agitation règne et le personnel réclame 300 F par mois.

En tout cas, aujourd'hui, tout le monde est fixé. Accepter la flexibilité, c'est la porte pour les uns, le chômage partiel pour les autres, et le salaire en baisse pour tous au bout du compte. Alors non merci !

Correspondant LO

□ HÔPITAL SAINT-ANTOINE (Paris)

## Ras-l-bol aux Caisses et aux Traitements Externes

Il y a quinze jours, une note émanant des services financiers de l'Assistance Publique informait les personnes des caisses et des traitements externes de l'hôpital Saint-Antoine (une vingtaine de personnes) qu'ils auraient désormais à effectuer des travaux (prises en charge, ouverture des droits pour les consultations externes et les soins) qui incombaient jusqu'à présent au personnel de la Sécurité sociale. Ce qui signifiait davantage de travail sans plus de personnel. Pas question !

Les employés ont donc décidé de se réunir mardi 29 janvier et d'aller le lendemain tous ensemble, avec des délégués CGT, protester auprès du directeur contre la dégradation de leurs conditions de travail. Ils réclamaient une formation immédiate et des effectifs supplémentaires.

Au cours de cette entrevue, le directeur a d'abord fait sem-

blant de ne pas voir où était le problème. Il a ensuite conseillé d'appliquer la circulaire pour dire finalement qu'il ne fallait pas « être plus royaliste que le roi, faire ses huit heures »... sans trop se soucier du fond du problème : un conseil qui n'est pas tombé dans l'oreille de sourds.

Les employés ont décidé de faire grève le surlendemain, vendredi, en faisant des piquets auprès de chaque caisse, en informant par tracts et par affiches le personnel et les usagers et en faisant signer une pétition de soutien. La grève a continué le lundi 4 et le mardi 5 février. Et si le mercredi 6, après être allés s'expliquer avec le directeur, les employés ont décidé de reprendre le travail, c'est bien convaincus qu'ils doivent rester mobilisés. Un débrayage est d'ores et déjà prévu pour le jeudi 7 février.

Correspondant LO

□ SEV (Issy-les-Moulineaux)

## Grève d'avertissement au Mélange et au Moulage

La majorité des ouvriers de deux secteurs produisant et moulant le caoutchouc destiné à la fabrication des balais d'essuie-glaces ont fait grève plusieurs jours durant la dernière semaine de janvier, afin d'obtenir une augmentation de salaire.

Le mouvement est parti de six ouvriers de l'atelier des Mélanges qui conduisent la machine à extrusion, une installation moderne qui produit une bonne partie du caoutchouc utilisé dans l'usine. Ils demandaient depuis des mois une augmentation de qualification pour chacun d'eux (avec passage selon les cas à P1, P2 ou P3). Mardi 29 janvier, devant le refus de la direction de donner une réponse, ils décident de se mettre en grève comme ils l'avaient annoncé par avance.

Dès le lendemain, devant les pressions du chef du personnel

sence d'un huissier, les grévistes se posent le problème de s'adresser aux autres travailleurs des ateliers des Mélanges et du Moulage. Et le mercredi soir il y a une quarantaine d'ouvriers grévistes. Cinq ouvriers de l'équipe de nuit de la Coupe, un troisième atelier, se joignent au mouvement le jeudi.

Du fait de leur dispersion dans trois ateliers et dans trois équipes (matin, après-midi et nuit), les grévistes ne réussissent pas à se réunir tous ensemble, les équipes se voyant deux par deux.

Toujours est-il que leur mouvement gêne considérablement la production, alors que les commandes pressent. Le jeudi la direction annonce le renvoi à partir du lendemain de la centaine d'ouvriers intérimaires présents à l'usine. Et vendredi le directeur de l'usine se rend

dans l'atelier du Moulage pour discuter avec tous les grévistes présents. Il s'engage « sur l'honneur » devant les ouvriers à étudier leurs revendications, et notamment une revalorisation de la prime de nuisance et une revalorisation de la prime d'équipe pour les ouvriers faisant l'après-midi et la soirée, les augmentations devant prendre effet rétroactivement à dater du 1<sup>er</sup> février et le paiement des heures de grève devant faire l'objet de négociations ultérieures.

Après une bonne demi-heure de discussion (durant laquelle le directeur s'entend dire : « Si vous essayez de nous rouler, on reprend la grève ») la reprise du travail est décidée par les grévistes de l'après-midi en présence de ceux du matin. La direction s'est engagée à répondre dans les quinze jours. Et les ouvriers des secteurs concernés ouvrent l'œil.

Correspondant LO

□ HÔPITAL BEAUJON (Clichy)

## Une centenaire en otage

Il y a une quinzaine de jours, quand il faisait très froid, une dame très âgée a été hospitalisée dans le service de Pneumologie de l'hôpital Beaujon à Clichy, car son chauffage était tombé en panne. Elle ne posait aucun problème médical et désirait sortir le plus rapidement possible. Eh bien, lundi 4 février, elle était toujours là... car entre-temps, l'administration et les médecins s'étaient aperçus qu'elle allait avoir cent ans le vendredi 1<sup>er</sup> février.

Le patron du service étant en vacances vendredi, l'arrosage pour son centenaire a en effet

Et c'est donc entourée de médecins qui ne s'étaient guère préoccupés d'elle jusque-là, ainsi que de la candidate RPR aux élections cantonales de Levallois, que la vieille dame a soufflé ses bougies...

Dans l'hôpital, on se demande encore qui a été le mieux soigné, de la vieille dame ou de la publicité des notables.

Correspondant LO





## « Urgence »

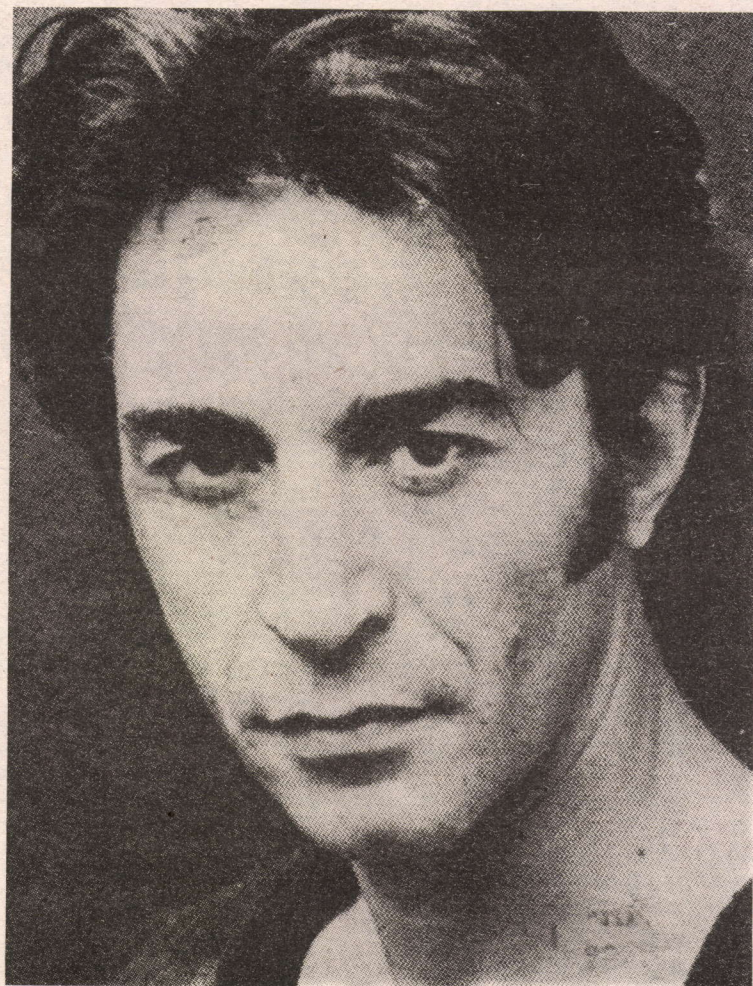
de Gilles Béchat

avec Richard Berry

Un automobiliste meurt au volant de sa voiture non sans avoir permis que sa sœur, aidée d'un chroniqueur sportif, se lance aux troussees d'une bande de terroristes d'extrême-droite.

Tous les deux auront 24 heures pour déjouer un complot visant à assassiner, à l'aide d'une bombe, quelques centaines de personnes. 24 heures, c'est court. D'autant plus que les embûches ne manquent pas devant les deux héros.

Ce polar est mené à vive allure et bourré de bonnes intentions : politiciens et policiers, certains très liés à ce groupe d'extrême-droite, ne sont pas ménagés.



La crédibilité n'est pas toujours le premier souci du metteur en scène. Mais les séquences qui se succèdent à toute vitesse donnent au film un rythme qui

tient en haleine. Avec en plus un brin d'humour et de dérision, et de bons acteurs, voilà un film policier bien ficelé.

Marielle LEMONNIER

## « La compagnie des loups »

de Neil Jordan

Une toute jeune fille rêve... et avec elle, nous plongeons dans l'univers des contes de fées. Rosaleen habite avec ses parents une humble chaumière ; les villageois vivent dans la crainte constante des loups qui infestent les bois environnants ; Rosaleen va souvent rendre visite à sa grand-mère qui habite une maison de l'autre côté de la forêt ; sa mère lui a tricoté un joli châle de couleur rouge... ça ne vous rappelle rien ?

Il y a bien sûr belle lurette que l'on raconte l'histoire du petit chaperon rouge et ce film

nous en présente une version légèrement modernisée. Les loups, cette fois, sont des loups-garous... plus dangereux, mais aussi plus séduisants ! Ce qui vaut au spectateur des scènes — à effets très spéciaux — quand l'humain se transforme en bête... Ces quelques séquences, sur lesquelles d'ailleurs est bâtie la publicité du film, versent de façon complaisante dans l'horreur ; ce qui est dommage car le reste du film arrive assez bien, et sans grosse débauche de moyens, à rendre l'atmosphère enchantée des contes.

André CASTILLE

## « Les Nanas »

Christine (Marie-France Pisier), qui croit filer le parfait amour avec son ami Robert, apprend tout à coup qu'il la trompe depuis plusieurs mois avec une femme assez « bon chic, bon genre », méticuleuse et organisée, bref le contraire de Christine, dynamique mais pas femme d'intérieur pour deux sous !

Ladite Christine en appelle à

la solidarité de ses copines pour qu'elles l'aident à tenir le choc.

Avec du rythme, de la vivacité et le sens de la répartie, le film aurait pu être au moins drôle. Malheureusement, l'histoire se traîne, le dialogue aussi, au point qu'on finit par s'ennuyer ferme.

S.M.

## Sélection cinéma

### Films récents...

**ANOTHER COUNTRY**  
de Marek Kaniévski

La vie d'un collégien anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Gaumont Les Halles 1° (vo). Impérial 2°. Saint-Germain Studio 5° (vo). Olympic Luxembourg 6° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Bienvenue 15° (vo).



**AMADEUS**  
de Milos Forman.

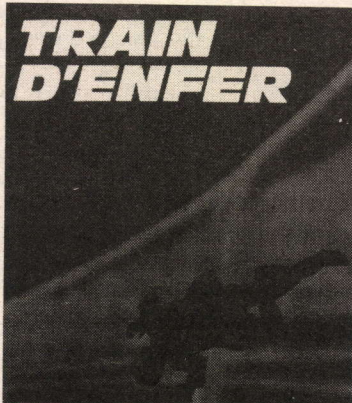
Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial Pathé 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Odéon 6° (vo). Gaumont Champs Elysées 8° (vo). Ecurial 13° (vo). Montparnos 14°. Gaumont Convention 15° (vo). Calypso 17° (vo). Studio 28 18° (vo). Panorama 18° (vo).

**TRAIN D'ENFER**  
de Roger Hanin

A partir d'un fait divers raciste, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme.

Rex 2°. Ciné Beaubourg Les Halles 3°. Biarritz 8°. UGC Boulevard 9°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. Montparnasse Pathé 14°. Images 18°.



**LES RIPOUX**  
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.  
Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T.

Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.  
UGC Opéra 2°. Berlitz 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. Paramount Montparnasse 14°. Paramount Montmartre 18°.



**KAOS**  
de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Forum Arc en Ciel 1° (vo). Impérial 2°. 14 Juillet Parnasse 6° (vo). 14 Juillet Racine 6° (vo). Marignan 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). PLM St-Jacques 14° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

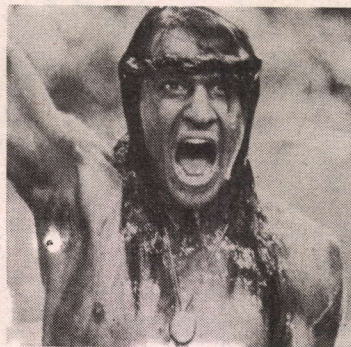
**PARIS, TEXAS.**  
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

UGC Opéra 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo).

**GREYSTOKE.**  
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.  
Capri 2°. George V 8°.



**STRANGER THAN PARADISE.**

de Jim Jarmush.

Deux marginaux américains et leur cousine hongroise découvrent la monotonie et l'uniformité du « paradis américain ».



UGC Opéra 2° (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo).

Pagode 7° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Action Lafayette 9° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

### ... et moins récents

**JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.**  
de Dalton Trumbo.

Le plus violent réquisitoire contre la guerre.  
Saint-Ambroise 11° (vo) mardi à 21 h 50.

**LES DAMNÉS**  
de L. Visconti

La montée du nazisme à travers la vie d'une famille de la grande bourgeoisie allemande.

Denfert 14° (vo).

**HELLZAPOPPIN.**  
de H.C. Potter.

Un classique du film burlesque. Pour les amateurs d'histoires loufoques.

Reffet Médicis 5° (vo). Reffet Balzac 8° (vo).

**LA DIAGONALE DU FOU.**  
de Richard Dembo.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest.  
Latina 4°.

**DON GIOVANNI.**  
de J. Losey.

L'opéra de Mozart joué dans des décors naturels. Splendide. Avec Ruggero Raimondi et Kiri Te Kanawa.  
Studio de La Harpe 5°.



## « El Norte »

de Grégory Nava

El Norte — le Nord — c'est ainsi que les familles de paysans pauvres d'Amérique centrale désignent les Etats-Unis. Dans un village indien du Guatemala, après la cueillette harassante du café, une famille se retrouve pour évoquer El Norte, ce mirage qui aide à supporter la misère par l'espoir qu'il fait vivre de s'y rendre un jour. Là-bas, dit-on, la vie est facile, l'argent se gagne aisément sans qu'il soit nécessaire de trimmer sur une terre dont on a été dépossédé ; là-bas, le travailleur n'est pas considéré comme une bête de somme. Mais pour pouvoir y aller, il faut au moins avoir de quoi payer le passage...

Le film retrace l'histoire d'un frère et d'une sœur qui parviennent, eux, à gagner clandestinement les Etats-Unis. Les militaires ont tué leur père alors qu'il tentait avec d'autres paysans de mettre sur pied un mouvement de résistance contre l'exploitation qu'ils subissent ; leur mère a été enlevée par les soldats, vraisemblablement tuée elle aussi. Et si eux veulent continuer à vivre, ils doivent fuir.

Mais si quitter le Guatemala est relativement facile

pour qui connaît les sentiers de montagne, passer du Mexique aux Etats-Unis pose bien d'autres problèmes. La frontière entre les deux pays est loin d'être symbolique : elle est matérialisée par des barbelés contrôlés jour et nuit par des hommes armés qui refoulent tous ceux dont ils se saisissent. Tijuana au Mexique, face à San Diego aux Etats-Unis, est ainsi devenu « le trou du cul du monde », un entassement de bidonvilles où survit une foule misérable de réfugiés de toute l'Amérique centrale sur laquelle s'abat une nuée de prétendus « passeurs », surnommés « coyotes », prêts à déposséder les émigrants du peu qu'ils possèdent.

Pourtant, au bout d'épreuves terribles les deux jeunes gens réussissent quand même à rejoindre San Diego puis Los Angeles. Et le réalisateur montre alors ce qu'il en est réellement de ce « rêve américain » qu'ils poursuivaient. Rejetés dans les quartiers les plus pauvres, que les Américains « gringos » ne fréquentent pas, rivalisant pour trouver un emploi avec l'espoir d'obtenir un jour un permis de travail et de séjour, exploités, vivant dans la crainte per-

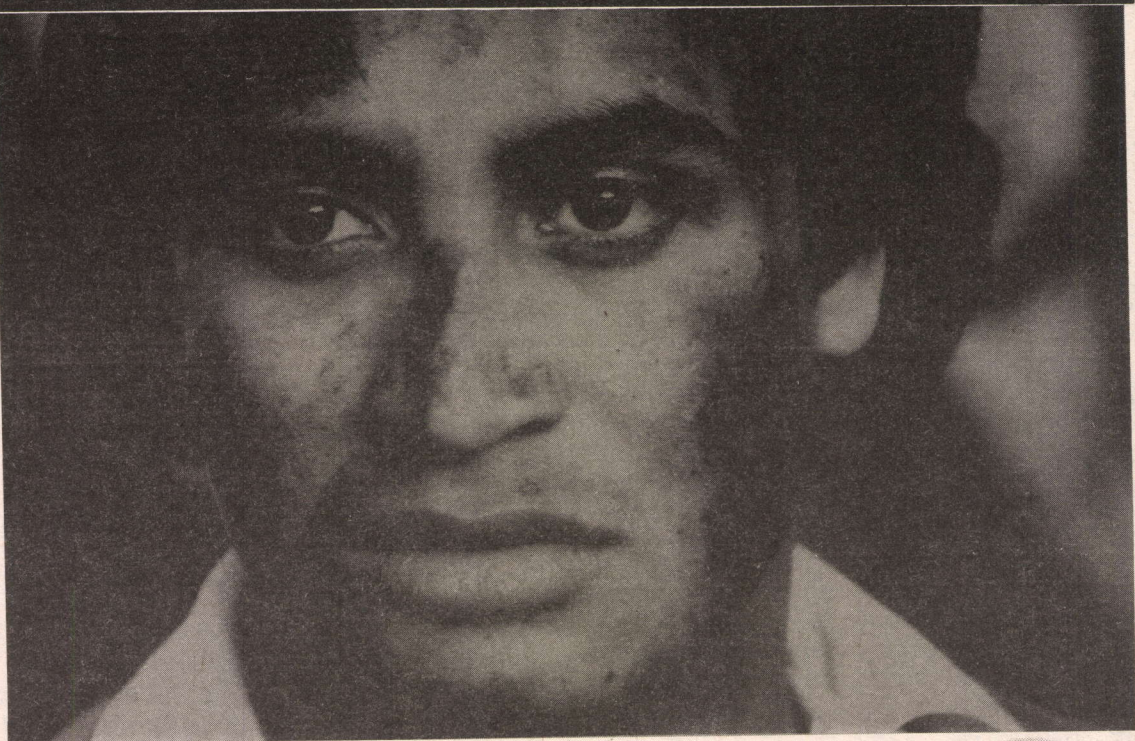
manente d'une rafle des services de l'immigration, ils sont les « parias » de la société américaine. « Tel est le sort des clandestins » déclare le réalisateur — un Américain d'origine latino-américaine, qui a vécu le long de la frontière mexicaine. « Mexicains et Indiens, ils sont tous pareils pour la population non-hispanique. On se sert d'eux comme main-d'œuvre au noir. Ils font les tâches les plus rebutantes. Ils sont

considérés comme des ombres. (...) Arrivés illégalement, ils peuvent être renvoyés à n'importe quel moment par les services de l'immigration ».

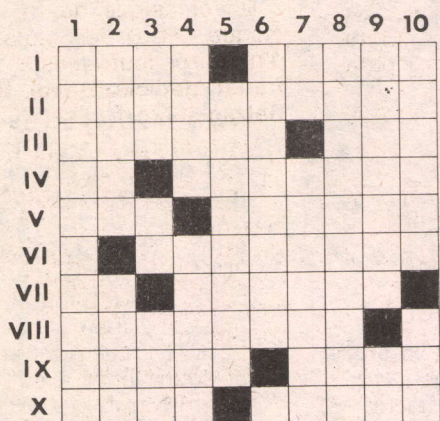
Gregory Nava a voulu « faire saisir, humainement, une situation tragique ». Et il y parvient avec des images simples et belles, souvent dures et parfois teintées d'humour, en centrant l'histoire sur celle de ces deux jeunes gens chez qui

l'énergie, la volonté de vivre et d'affronter l'avenir prend le pas sur les épreuves subies et la misère de l'exil forcé. Le réalisateur se défend d'avoir fait « un film documentaire » ou « une démonstration politique ». Et pourtant si son film nous émeut profondément c'est aussi parce qu'il réalise une condamnation sans appel de ce monde d'injustice, de misère et d'oppression.

Marianne LAMIRAL



## MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

I. Dedans, on y est au courant - Abstrait. II. Rendue dans la chambre. III. Docteurs de la foi - Encore à venir. IV. Suit un cours - Qui ne peut rien produire. V. Enzyme - Illustrée. VI. Mets les voiles. VII. Déesse - Peu sûres. VIII. Au bout du fil. IX. A Paris, il fut souvent blanc - Nombreuses mains. X. Attaque - Mieux que debout.

### VERTICALEMENT

1. Surnom pour une reine qui perdit la tête. 2. On peut y saucissonner dans les arènes - Pièces de l'époque classique. 3. Poisson - Préposition - Pour guerroyer, le roi ne pouvait s'en passer. 4. Propres à chacun - N'ennuie pas. 5. Résultat d'une grossesse qui fit date. 6. Provoque une grossesse pas forcément involontaire. 7. Moitié de cheval familial - Ils se mettent facilement en boule. 8. Empêcheras de quitter le lit. 9. Sacrement usées - Une sur sept. 10. Touchées - Aux coups imprévisibles.

### Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	A	R	E	G	R	A	P	H	E
II	A	N	I	C	R	O	C	H	E	S
III	R	I	C	H	E	L	I	E	U	
IV	I	S	E	L	E	D	R	U		
V	N	E	S	J	A	R	R	E	T	
VI	I	T	O	U	N	I	E	I		
VII	E	T	E	S	D	E	I	L		
VIII	R	E	U	N	I	S	A	L	I	
IX	E	R	E	L	U	S	E	T		
X	S	I	E	L	L	I	P	S	E	



# THEATRE

## « Un drôle de cadeau »

de Jean Bouchaud

Le cadeau en question, c'est celui qu'une petite cellule de quartier du PCF doit offrir en 1949 pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de « l'homme que nous aimons le plus » (dixit *L'Humanité* de l'époque), Staline.

La scène se passe dans l'arrière-cour d'un immeuble du XIV<sup>e</sup> arrondissement. La concierge balaye, son policier de mari écoute aux portes sans trop comprendre et la cellule se réunit à côté.

Un secrétaire employé aux pompes funèbres et rêvant de passer permanent, une institutrice ratant avec beaucoup de bonne volonté toutes les recettes de gâteaux russes publiées dans les revues soviétiques, un ouvrier, une vendeuse : leur cellule est « la plus mauvaise du pays », ainsi que l'affirme la permanente de la Fédé, les invendus s'entassent, les affiches ne sont pas collées et surtout ils n'ont pas encore trouvé de cadeau !

Heureusement leur tombe du ciel une statue

offerte à Lénine en 1910 par un trio nommé Rosenfeld, Bronstein et Apfelbaum... des commerçants du quartier, pensent-ils. Hélas, pour eux, ils ignorent que ce sont là les vrais noms d'opposants, dont Trotsky ! Aussi l'envoyé de la cellule en URSS aura-t-il bien des surprises.

Il n'en rentrera que sept ans après, ayant perdu ses certitudes et ses illusions sur « la patrie du socialisme réel ».

Sur ce sujet, l'auteur a construit une pièce extrêmement drôle, grâce aux répliques, aux situations de vaudeville et au comique parfois burlesque des personnages.

De plus les caractères — à l'exception toutefois de la permanente de la Fédé — ne sont pas forcés et si l'on rit des militants que l'on nous montre, on ne se moque d'eux qu'avec gentillesse.

L'auteur, Jean Bouchaud, est un ancien militant du PCF, ses personnages il les

a côtoyés, il a partagé leurs idées. Et s'il nous fait rire du dogmatisme, des petites ambitions des militants qu'il décrit, il le fait avec sympathie pour ceux qui voulaient croire à tout prix que l'URSS de l'époque était la terre où se réalisaient leurs idéaux.

L'auteur n'explique cela que sous l'angle des illusions de chaque militant : « Nous voulions tellement y croire ». Ce qui amène le spectateur à conclure qu'un militant ne peut perdre ses oeillères qu'en abandonnant aussi ses espérances.

Voilà les limites de cette pièce, mais telle quelle, *Un drôle de cadeau* est très bien jouée et souvent juste et sensible, sans aucun temps mort et répétons-le, hilarante de bout en bout.

André CASTILLE

Théâtre des Mathurins, 36, rue des Mathurins, Paris VIII<sup>e</sup>, métro Havre-Caumartin. Place de 60 à 120 F, réduction au moins de 25 ans.

**FRANCE**  
HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS  
10 FRS - N° 230 - 24 DÉCEMBRE 1949  
AFRIQUE DU NORD par avion 13 fr.  
DIRECTEUR : FLORIMOND BONTE - DÉPUTÉ DE PARIS  
A L'HOMME DE LA VICTOIRE, DE LA PAIX ET DU SOCIALISME

**A STALINE**

A L'OCCASION  
DE SON  
70<sup>e</sup>  
ANNIVERSAIRE

☆  
tous les  
peuples  
du monde  
ont  
souhaité

**Longue vie et bonne santé**  
pour le plus grand bonheur de l'humanité

La Une de France-Nouvelle hebdomadaire du PCF le 24 décembre 1949.

## Sélection télé

### Samedi 9 février

20 h 35. A2. **Champs-Élysées** : spécial Jacques Brel avec des chansons de Brel, des extraits de films dans lesquels il a joué et d'autres chanteurs chantant ses chansons.

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : autour des dessins animés de Walt Disney.

### Dimanche 10 février

20 h 35. TF1. **Danton**, film de Andrzej Wajda (1982) avec Gérard Depardieu. L'opposition politique de Danton et de Robespierre au cours de la Révolution française.



20 h 35. FR3. Architecture et géographie sacrée : **Delphes, nombril du monde grec**.

21 h 35. A2. **Pour le meilleur et pour le pire**. Cette série d'émissions consacrées à la vie des femmes et des cou-

ples à travers le monde est consacrée, après le Japon et l'Égypte, à l'URSS.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit**, cycle Marcel Lherbier : **La Citadelle du silence** (1937). Au début du siècle des patriotes polonais luttent contre l'absolutisme tsariste.

### Lundi 11 février

20 h 35. TF1. **Propriété interdite**, film de Sydney Pollack (1966) avec Nathalie Wood, Robert Redford, Charles Bronson d'après une pièce de Tennessee Williams. Une évocation dramatique du sud des États-Unis pendant les années 1930.

20 h 35. A2. **L'heure de vérité** : Jean Poperen, militant au Parti Communiste jusqu'en 1958, puis au PSU et aujourd'hui dirigeant du Parti Socialiste.

20 h 35. FR3. **Le samouraï**, film policier de Jean-Pierre Melville avec Alain Delon.

22 h 30. A2. **Auschwitz : l'album de la mémoire**. Quatre Françaises déportées à Auschwitz commentent 189 photos prises à l'époque par un SS et qui sont les seules connues sur l'arrivée et la sélection des déportés.

### Mardi 12 février

20 h 35. FR3. **Naïs**, film de R. Lebourcier et Marcel Pagnol (1945) avec Fernandel.

20 h 40. A2. **Fanfan la tulipe**, film de Christian-Jaque (1952) avec Gérard Philippe.

21 h 35. TF1. **L'odyssée de Cousteau**. Une émission consacrée au plus long fleuve du monde, le Nil.

23 h 10. FR3. **Djiido**. Documentaire sur la culture canaque en Nouvelle-Calédonie, tourné en février 1984.

### Mercredi 13 février

20 h 35. A2. **Les lendemains qui chantent**. Ce téléfilm raconte comment une famille de militants communistes, juifs, prend conscience du stalinisme dans les années 1950.

21 h 30. TF1. **Caractères chinois** : documents de conversation avec des jeunes Chinois, tournés à Canton.

22 h 15. A2. **Les jours de notre vie : l'homme et le travail**. Deuxième partie : **Les accidents**. Les conséquences médico-sociales des accidents du travail et les moyens de les prévenir. Si l'on en croit la précédente

émission de la série qui était excellente, il vaut la peine de suivre cette deuxième partie.

22 h 25. FR3. **Simone Signoret romancière**. Un entretien avec l'actrice à l'occasion de la sortie de son livre **Adieu, Volodia**.



### Jeudi 14 février

14 h 50. A2. **Jeux interdits**, film de René Clément (1951). L'histoire poignante de deux enfants perdus dans l'exode de 1940. Avec la musique de Narciso Yepes.  
20 h 35. TF1. **Au nom de tous les miens**. Deuxième

partie : le temps du ghetto (d'après le livre de Martin Gray et Max Gallo).

20 h 35. FR3. **Connaissez-vous Maronne ?** Téléfilm avec Sami Frey et Roger Planchon réalisé par M. Dugowson. Une histoire policière dans une atmosphère étrange et subtile.

21 h 35. A2. **Musiques au cœur** : Montserrat Caballé. Eve Ruggieri présente la célèbre soprano.

22 h. FR3. **Nous nous sommes rencontrés dans un autre rêve**, film de Alain Schwarstein. Prix du jeune cinéma français indépendant aux journées cinématographiques d'Orléans en 1980. Inédit au cinéma...

### Vendredi 15 février

20 h 35. FR3. **Histoire d'un jour : 28 octobre 1962**. Une évocation de la crise créée entre les États-Unis et l'URSS lorsque cette dernière tenta d'installer des fusées à Cuba.

22 h. TF1. **Les Bonnes**, pièce de Jean Genêt, avec Dominique Blanchard, Francine Bergé et Maria Casarès.

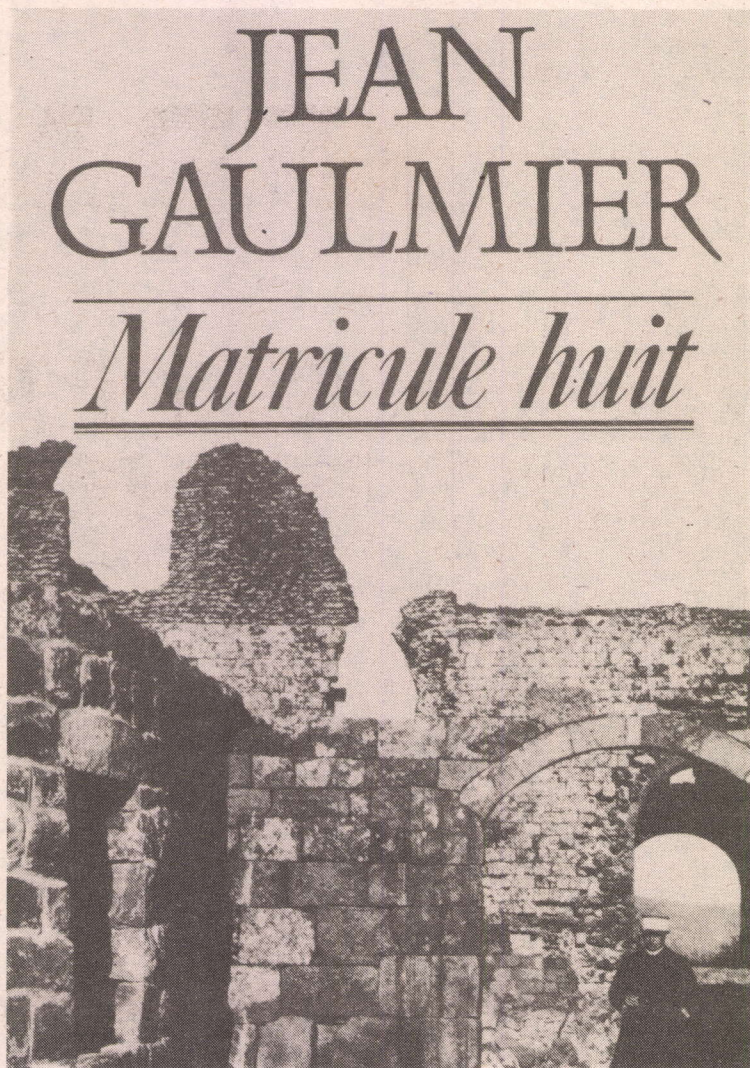
23 h. A2. **Ciné-Club : El Pisito**, premier film de Marco Ferreri (1958). Humour noir et dérision.



Publié en 1931 pour la première fois, ce livre vient d'être réédité. L'auteur y évoque quelques souvenirs de son service militaire, effectué en 1928 dans les troupes coloniales — le 17<sup>e</sup> Régiment de Tirailleurs Sénégalais, stationné près de Beyrouth — dans ce qui n'était pas encore le Liban mais faisait partie de la Syrie sous « mandat », mandat confié à la France par la Société des Nations.

Le service militaire était alors de 18 mois, mais si l'on s'engageait pour 24 mois, la possibilité de choisir le lieu de son affectation était accordée en compensation. C'est ainsi que l'auteur, étudiant les langues orientales, choisit d'aller au Moyen-Orient... et découvrit la réalité de l'armée coloniale.

La plupart des hommes étaient certes des engagés comme lui, mais des appelés se trouvaient aussi parmi eux. Et Jean Gaulmier — le « matricule huit » — retrace dans son livre quelques portraits de ces hommes avec lesquels il a vécu. Il y avait les brutes galonnées, qui alliaient la bêtise à l'inhumanité, mais aussi de nombreux hommes de troupe qui virent leur « vie gâchée pour avoir répondu à l'appel de ces aventures d'où ils sortent brisés et diminués ». Et il évoque cet engagé qu'il connut et qui, une fois son temps fini, n'arriva pas à se réadapter à la vie civile, ne trouvant que tristesse et solitude et finissant par se réengager. Vie gâchée aussi que celle de ce Dahoméen, embarqué par erreur, alors qu'il effectuait son service en Afrique, et qui ne revit jamais son



pays ; ou encore celle de ce jeune appelé qui laissa sa peau au cours d'une marche de routine, destinée à faire étalage devant la population locale de la présence de l'armée française...

L'auteur n'a pas voulu écrire un « pamphlet antimilitariste ». Seulement « parler de ce qu'on avait vu et vécu », écrit-il dans la nouvelle présentation de son récit, rédigée en octobre 1984. Mais la description qu'il fait de la vie militaire, qu'il compare à « une écoeurante marche sans but (...) où chaque étape ne

mène nulle part », parle contre l'armée. Ce qui ressort de ce récit, ce sont la tristesse et l'ennui qui imprègnent chaque jour, l'imbécillité de toutes les tâches inutiles auxquelles on occupe les soldats, la résignation et la paresse qui s'ensuivent, l'alcoolisme pour essayer d'oublier qu'on y perd sa vie. Bref, toute l'inhumanité d'une machine qui tue les hommes à petit feu même quand elle ne les envoie pas à la guerre.

Marianne LAMIRAL

Matricule huit de Jean Gaulmier, Ed. J.-C. Lattès, 188 p., 85 F.

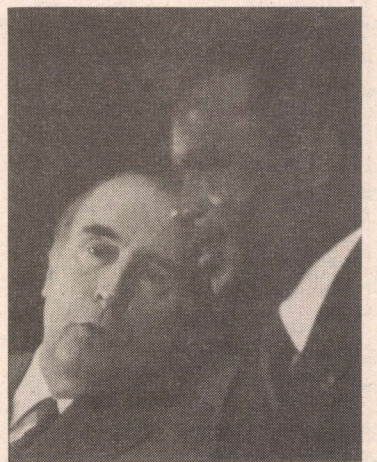
## « La politique africaine de François Mitterrand »

de Jean-François Bayart

La politique africaine de François Mitterrand, voilà un titre qui peut éveiller l'intérêt, ne serait-ce que parce qu'il amène à se demander ce qui le justifie : en quoi, en effet, la politique africaine de Mitterrand peut-elle bien être différente de celle de Giscard avant lui — safaris et diamants mis à part ?

On ne trouve aucune révélation à cet égard. L'auteur, chargé de recherches au CNRS, et qui se définit comme « un électeur ancien et futur de l'actuelle majorité » dresse au contraire un constat désenchanté. Malgré les espoirs soulevés en 1981, selon lui, dans « maintes capitales africaines » par la victoire de Mitterrand, les déceptions sont vite survenues. La priorité accordée aux relations personnelles, dans un style passablement paternaliste avec les chefs d'Etat africains tient toujours lieu de politique, comme au temps de Giscard. Des dirigeants aussi peu reluisants en matière de droits de l'homme que les dictateurs Mobutu, Eyadéma ou Sékou Touré jouent ou ont joué un rôle de vedettes dans ces relations franco-africaines. De faux pas diplomatiques en maladroites techniques, l'amateurisme et l'improvisation président aux prises de décisions de l'Elysée... Et finalement, cette politique continue celle de la droite, qui continuait déjà celle de Mitterrand lui-même déclarant, dans les années 1950 : « La France du XXI<sup>e</sup> siècle sera africaine ou ne sera pas » ; « Le pré carré français a pour capitales Paris, Alger, Dakar et Brazzaville ».

Et il est vrai que Mitterrand mène en Afrique, comme ses prédécesseurs, le seul jeu qui soit à la portée de l'impérialisme français de nos jours. Le politicien de droite Pierre Messmer le déclarait tout net



dès la fin 1981 : « La politique africaine de Mitterrand est la même que celle de Giscard et elle n'a rien de socialiste ».

C'est que sa marge de manœuvre est des plus restreintes. J.-F. Bayart décrit rapidement lui-même la toute-puissance de l'impérialisme américain, le contrôle qu'exercent sur l'économie des pays africains des organismes comme le FMI ou la Banque Mondiale, en face desquels l'impérialisme français ne peut songer à faire le poids.

Pour résister à la pénétration économique américaine sur le continent africain, J.-F. Bayart a cependant quelques conseils dans la poche : il faudrait rénover, moderniser tout cela, et en particulier le style des relations avec les chefs d'Etat africains. Et surtout, il faut être plus réalistes, ce qui signifie pour lui apparemment que les socialistes au gouvernement devraient abandonner ce qui, selon l'auteur, peut leur rester d'idées « tiers-mondistes ».

Bref, sur le fond comme dans la forme, un ouvrage d'une lecture souvent... pénible, et sans grand intérêt.

Sylvie MARECHAL

La politique africaine de François Mitterrand, de J.-F. Bayart. Editions Karthala, 149 p., 64 F.

## « Les oliviers de Macédoine »

de Clément Lépidis

Dans les années 1921-1922, Verria est une petite ville de Macédoine où l'on fait connaissance avec l'échoppe des Stamatidis, épiciers de père en fils, capharnaüm de sacs de légumes secs, de tonneaux de cornichons et d'anchois, de caisses de raisins secs, de chapellets de figues et surtout de tonneaux d'olives : des olives exceptionnelles qui scellent l'amitié de l'épicier et de Yeoglou, le marchand de tapis richissime venu de Smyrne. Celui-ci se voit déjà dans le commerce de l'olive, le dominant, installant un port tout exprès, avec l'épicier pour associé. Mais auparavant, il lui faut retourner à Smyrne afin de récupérer ses biens, et cela à un moment où Grecs et Turcs s'entredéchirent pour la domi-

nation de la région sous l'œil attentif des Anglais...

Toutefois l'Histoire n'a guère de place dans ce conte, où foisonnent les personnages assoiffés de vivre malgré les vicissitudes, amateurs de bonne chère et de bonnes histoires. A travers ces figures hautes en couleur, Grecs, Turcs ou Tziganes, marchands, policiers ou marins, personnages sortis tout droit des légendes populaires, l'auteur évoque le passé de son enfance en laissant libre cours à sa verve et à son imagination. Et l'on ne s'ennuie certes pas à faire leur connaissance au fil des pages...

Michel BROUSSE

Les oliviers de Macédoine, de Clément Lépidis. Ed. Seuil, 180 p., 69 F.



Réédition

## Le vin pur

de Ludovic Massé

Ludovic Massé, mort en 1982, fut instituteur entre les deux guerres avant de se consacrer à des romans retraçant la vie dans son pays natal, la Catalogne française.

Dans *Le vin pur*, publié pour la première fois en 1945 et que le Livre de Poche vient de rééditer, l'auteur raconte la vie de Jantet Paric, fils de paysans pauvres, né dans les Pyrénées à la fin du Second Empire, apprenti forgeron avant de descendre dans la plaine où il devient vigneron. Ludovic Massé présente la vie des deux compagnons

employés chez le forgeron, la misère au village, les mesquines querelles d'héritages, le désespoir enfin qui se transforme chez certains vignerons en colère.

Un roman mais aussi un témoignage qui se conclut sur les émeutes de juin 1907 à Narbonne où les troupes du gouvernement Clémenceau — à l'exception du 17<sup>e</sup> Régiment qui mit crosses en l'air — tirèrent sur les vignerons insurgés.

Jean SANDAY

Le vin pur, de Ludovic Massé. Ed. Livre de poche, 253 pages.



## Salaires dans la fonction publique

### Toujours la rigueur

Les négociations gouvernementales sur les salaires dans la fonction publique se sont terminées le 31 janvier en fixant à 4,5 % la hausse pour 1985 (1,5 % en février, juillet et novembre). Les sept fédérations de fonctionnaires devront donner leur avis pour le 13 février prochain. Dès aujourd'hui, la CFTC a annoncé qu'elle signerait, tandis que FO et la CGT ont annoncé qu'ils ne signeraient pas.

Si les augmentations prévues pour 1985 sont supérieures à celles de 1984, elles ne correspondent toujours pas à l'augmentation prévue du coût de la vie (5 %). D'ailleurs, Jean Le Garrec,

secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, a été très net. Le 17 décembre, il déclarait que « l'entente ne pourrait se faire que sur le terrain de la rigueur ».

Pour le gouvernement, la rigueur est toujours à l'ordre du jour, une rigueur que doivent subir tous les salariés. Et le gouvernement donne l'exemple avec ses travailleurs.

L'an dernier, les fonctionnaires avaient subi une perte sèche, puisque les salaires avaient augmenté de... 3 % seulement, alors que les prix avaient officiellement augmenté de 6,7 %. Et si aujourd'hui les propositions du gouvernement

sont un peu moins catastrophiques, c'est que justement l'an dernier elles l'étaient.

Effectivement, depuis un an, le gouvernement et le patronat parlent d'augmentation de la masse salariale globale dans l'année, et non pas d'augmentations des salaires en pourcentage.

Selon le rapport annexé à la loi de finances, la masse salariale dans la fonction publique ne devrait pas suivre en 1985 une évolution supérieure à 5,2 %. Ce calcul sur l'augmentation de la masse salariale permet d'inclure toutes sortes d'augmentations : les augmentations automatiques du

fait de l'ancienneté, les dispositions sur les bas salaires et également une partie des augmentations de salaires de l'année passée (c'est le fameux et fumeux effet report).

Et si, cette année, les fonctionnaires se voient accorder 4,5 % d'augmentation, c'est dû au faible effet report de l'an dernier. Cette augmentation est en fait financée par la perte du pouvoir d'achat de l'an dernier !

Mais même cette année, il n'est pas question que les salaires suivent l'augmentation des prix. Oh, bien sûr, il existe une clause de sauvegarde — c'est son nom ! Elle est ainsi rédi-

gée : « Lorsque l'évolution des prix à la consommation, en moyenne de l'année 1985 sera connue et si elle excède l'hypothèse, (...) les parties se réuniront pour examiner la situation économique et salariale générale et définir les modalités de compensation par un ajustement de base hiérarchique ». Il s'agit plutôt d'une sauvegarde... de réunions, mais c'est tout !

Le gouvernement nous promet la rigueur. Il cherche une entente là-dessus avec les syndicats ; peut-être la trouvera-t-il en partie. Mais du côté des salariés, il n'en est pas question. Marielle LEMONNIER

## Le congrès de la FEN

### Zéro de conduite

Le congrès de la Fédération de l'Education Nationale, le syndicat le plus puissant de l'enseignement, vient de se tenir à Lille. Les délégués ont été reçus en grande pompe à l'hôtel de ville par Mauroy, un bon adhérent « toujours à jour de ses cotisations », selon le secrétaire général Pommatau. Mais comme les syndiqués de la FEN n'ont pas seulement eu affaire à Mauroy en tant que membre de leur syndicat, mais aussi comme Premier ministre d'un gouvernement qui inaugura la baisse de leurs salaires et capitula lamentablement devant la droite et les manifestants de l'école privée, le « cotisant à jour » a tenté de se disculper. En expliquant qu'il avait cherché « à clore un dossier » et en regrettant de n'avoir pu faire triompher « le point de vue de la sagesse ».

Evidemment, Pommatau se devait, ne serait-ce que pour neutraliser ses opposants qui suivent le PC (majoritaires au sein du syndicat de l'enseignement secondaire), de faire au moins semblant d'élever la voix contre le gouvernement. Il l'a fait en mettant en cause Mitterrand et en dénonçant sa « capitulation devant les tenants de l'école privée et leur manifestation du 24 juin. Alors que dans les jours qui précédaient il avait clairement indiqué sa détermination à tenir bon ».

Mais Pommatau peut bien pleurer — ou faire semblant de pleurer — de s'être fait rouler par Mitterrand, cet été, sur l'école privée. Il accourt, dès l'hiver, pour prendre le porte-plume que lui tend le gouvernement et se dit personnellement favorable à signer l'accord sur la poursuite de la baisse des salaires des fonctionnaires pour 1985.

Dans ces conditions, que dire de ses critiques contre Chevènement ? « On ne peut pas vouloir améliorer le taux de réussite au baccalauréat et laisser dans le même temps des classes terminales surchargées, avec trente-cinq ou quarante élèves », lance-t-il. Mais les Pommatau, qui savent si bien verser des larmes sur les batailles perdues, n'ont visiblement pas envie de passer un tant soit peu aux actes pour les combats actuels et futurs. Alors il ne reste plus, devant ces gens-là, qu'à s'exclamer « Hou les cornes », comme diraient les élèves.

Pierre VERNANT

## Maire à l'assaut... des « cafés-restaurants » et des « bureaux d'études »

Dans une interview au *Figaro* du 4 février, Edmond Maire, le leader de la CFDT, philosophe sur les orientations de son syndicat à qui il demande d'approfondir la voie à « une adaptation du syndicalisme à une société moderne en profonde mutation ». Et constatant que « le syndicalisme est le plus faible là où l'emploi augmente le plus », il lui assigne la conquête des petites entreprises, parle du secteur des « cafés-restaurants » ou de celui des « bureaux d'études », et demande de « dépasser une conception réductrice du combat syndical trop souvent limité à l'action sur les salaires ».

Que la CFDT ait ces derniers temps limité l'action à celle sur les salaires, voilà une révélation étonnante, car cela fait longtemps qu'on ne l'a pas vue à l'œuvre sur ce terrain. Maire affirme d'ailleurs dans son interview : « Nous ne sommes pas dans la période actuelle pour une augmentation du pouvoir d'achat ». C'est le moins qu'il puisse dire, car la vérité c'est qu'Edmond Maire n'est même pas pour son simple maintien !

Le leader cédétiste affirme également qu'il ne voit pas rendre « son plein dynamisme » au mouvement syndical « par le retour au développement de la grève », orientation qui, en l'absence même des déclarations de Maire, crevait déjà les yeux, son syndicat s'illustrant le plus souvent en se montrant à la traîne des luttes.

La mobilisation souhaitée par Maire, c'est celle qui per-



met « la recherche de rapports contractuels positifs avec les directions d'entreprises ».

A vrai dire, le leader de la CFDT n'a fait, dans son interview du *Figaro*, que redonner l'orientation qui est déjà depuis longtemps celle de son syndicat : dans cette période difficile où, avec la crise, le patronat est à l'offensive et n'a pas de miettes à concéder pour permettre à un syndicalisme réformiste de se justifier et de se renforcer, la CFDT est prête à faire bien des concessions au patronat sur le dos des travailleurs, en échange de quelques avantages pour son appareil syndical.

C'est ainsi qu'Edmond Maire s'est par exemple monté fort conciliant avec le patronat lors de la discussion sur la « flexibilité » et qu'il avait déclaré, au cours de cette même discussion, accepter de revenir en

arrière sur les droits syndicaux dans les petites entreprises (en élevant le nombre d'employés donnant droit aux différentes sortes de délégués), à condition d'obtenir en échange l'instauration de délégués inter-entreprises, plus avantageux pour la CFDT qui est peu implantée dans les petites entreprises, mais qui pourrait par l'intermédiaire de ces délégués inter-entreprises y prendre plus facilement pied.

Quant à savoir si, même du point de vue de son appareil, cette « philosophie » du syndicalisme lui permettrait de limiter la casse, cela reste encore à démontrer. Ce qui ne l'est plus, par contre, c'est que, pour la défense de leurs acquis face à l'offensive des patrons et du gouvernement, les travailleurs n'ont strictement rien à attendre des Maire et consorts.

Louis GUILBERT